

Abdelkader SID AHMED

UN PROJET POUR L'ALGÉRIE :

*Éléments pour un réel partenariat
Euro-Méditerranéen*



Préface de Celso FURTADO

PUBLISUD

UN PROJET POUR L'ALGÉRIE :
ÉLÉMENTS POUR UN RÉEL PARTENARIAT
EURO-MÉDITERRANÉEN

Ouvrages déjà publiés ou dirigés par l'auteur

- « Théorie et pratique de l'endettement extérieur : le cas des pays en voie de développement », *Cahiers de l'ISMEA*, 134 pages, série P, 1973.
- « L'économie arabe à l'heure des surplus pétroliers », *Cahiers de l'ISMEA*, série F, numéro spécial, 241 pages, Paris, 1975.
- L'OPEP : Passé, Présent et Perspectives*, Economica, Paris, 1980, 549 pages.
- Croissance et Développement : Théories et Politiques*, OPU, Alger, 865 pages, Tome 1.
- Croissance et Développement : le Développement en pratique : L'expérience des économies du Tiers-Monde depuis 1945*, OPU, Alger, 1981, 941 pages, Tome 2.
- Nord-Sud : les Enjeux, Théorie et Pratique du Nouvel Ordre Economique International*, Paris, Publisud, 1981, 348 pages.
- Développement sans Croissance : L'Expérience des Economies Pétrolières du Tiers-Monde*, Paris, Publisud, 1983, 526 pages.
- Economie de L'industrialisation à partir des Ressources naturelles : Faits, Pratiques et Théories*, Paris, Publisud, 1989, 481 pages, Tome 1.
- Economie de L'industrialisation à partir des Ressources naturelles : le cas des hydrocarbures*, Paris, Publisud, 1989, 288 pages, Tome 2.
- Avec Jos Lemmers (eds), *Emploi et Interdépendance Nord-Sud*, Paris, Publisud, 1991, 506 pages.
- Avec Christian Reynaud (eds), *L'avenir de l'Espace Méditerranéen*, Paris, Publisud, 1991, 981 pages.

A paraître fin 1995 :

- Augusto Perelli et Abdelkader Sid Ahmed (eds) : *Savoir-faire locaux, nouvelles technologies de Communication et Développement. Une perspective de coopération Euro-Maghrébine*. Paris, UNESCO, Publisud.
- Abdelkader Sid Ahmed : *Economie Politique de la Transition dans les Economies du Tiers-Monde : le cas de la Syrie*, Paris, Publisud.

Abdelkader SID AHMED

UN PROJET POUR L'ALGÉRIE :

**ÉLÉMENTS POUR UN RÉEL PARTENARIAT
EURO-MÉDITERRANÉEN**

PUBLISUD

Illustration de couverture : Pierre de Vaulx, 1613.
Les Portulans, cartes marines du XIII^e au XVII^e siècle

A la mémoire du Président M. Boudiaf

© Abdelkader Sid Ahmed, tous droits de reproduction et de traduction réservés, 1995.

ISBN : 2-86600-749-2
ISSN : 0298-2153

Préface

Le sous-développement se présente souvent comme un déséquilibre engendré par la dépendance culturelle : les élites d'une société adoptent un style de vie incompatible avec l'accumulation de capital et le niveau technologique atteint par l'économie du pays où elles vivent. En effet, la domination externe qui accompagne le sous-développement agit tout d'abord sur le plan des valeurs culturelles, donc, sur l'esprit même des classes dirigeantes. Le trait le plus manifeste de cette domination, c'est la concentration de la richesse et du revenu, soit les inégalités sociales extrêmes.

Le sous-développement, cependant, ne saurait être confondu avec la stagnation économique. Parfois même, il se perpétue dans le cadre d'un grand dynamisme économique, comme on le voit au Brésil.

Or, dans son nouvel ouvrage, Abdelkader Sid Ahmed nous présente un cas - celui de l'Algérie - où la persistance du sous-développement est moins un phénomène culturel qu'un phénomène institutionnel. En effet, alors que les Algériens disposent de tous les moyens pour maîtriser leurs dépenses de

consommation et pour assurer des taux de croissance élevés, ils ne s'en servent pas en raison des insuffisances du cadre institutionnel. Le taux d'investissement de l'Algérie était, dans les années 1970, deux fois plus élevé que celui des autres pays à niveau d'accumulation similaire. Toutefois, à cause de la faible productivité des investissements, le service de la dette extérieure de ce pays a atteint des niveaux incompatibles avec le bon fonctionnement d'un système économique moderne. La question qui se pose est de savoir si, selon les mots de l'auteur, « les intérêts acquis du système rentier », dont les enjeux sociaux sont de plus en plus grands, ouvriront la voie pour que l'Algérie puisse réaliser cette tâche de reconstruction institutionnelle souhaitée par Sid Ahmed.

Celso Furtado
mai 1995

Avant-propos

Le texte qui suit ayant été rédigé, il y a quelques mois, il m'est apparu utile de revenir dans cet avant-propos à l'ouvrage, sur un certain nombre de points qui me paraissent cruciaux tant en ce qui concerne le diagnostic de la « crise algérienne » que des moyens d'y remédier. Particulièrement important est, me semble-t-il, le rappel du rôle crucial de la dimension historique dans l'explication des phénomènes liés au développement.

A cet égard, on ne saurait trop rappeler qu'au-delà d'une certaine richesse financière, l'économie et la société algériennes restent profondément marquées par un dualisme et par les stigmates du sous-développement. Ces derniers, longtemps occultés par une rente financière croissante, réapparaissent au grand jour aujourd'hui, d'autant plus fortement que se sont ajoutés à eux les effets pervers d'une économie rentière.

L'approche historique du sous-développement constitue donc la trame de cet essai.

Rappelons à cet égard tout d'abord que l'apport crucial de Raúl Prébisch dans ce contexte est de nous avoir montré à nous, chercheurs, travaillant

sur les pays du Tiers-Monde, l'intérêt majeur qu'il y a à observer le capitalisme comme un processus de diffusion du progrès technique, une diffusion irrégulière, gouvernée par les intérêts des économies génératrices des nouvelles technologies¹. Qui dit progrès technique, dit accroissement de productivité, mais dit également conditions propices à la concentration dynamique du revenu et à l'impulsion de l'accumulation, vecteur de diffusion des nouvelles technologies. Ce processus caractérise le développement.

Ce processus fut typique des économies aujourd'hui industrialisées et s'accompagna d'un élément complémentaire majeur : l'homogénéité sociale². Le concept d'homogénéisation sociale caractérise les sociétés où les membres satisfont de façon appropriée leurs besoins en matière alimentaire, d'habillement, de logement, d'accès à l'éducation, aux loisirs et à un minimum de biens culturels. Ce concept ne signifie pas l'uniformisation des modes de vie. Le sous-développement résulta lui, de la rupture structurelle historique que Prébish qualifia de Centre-Périphérie. Cette rupture fut occasionnée par le fait que le progrès technique pénétra lentement, se concentrant dans les activités produisant des matières premières destinées à l'exportation. Dans ce cas, qui concerne un certain nombre de pays en développement, les accroissements de productivité et l'assimilation des nouvelles techniques ne conduisirent pas à l'homogénéité sociale, même si l'on assista à une élévation du niveau de vie moyen des populations.

Le progrès technique dont la propagation fut à la base du système Centre-Périphérie, se manifeste sous formes de processus productifs plus efficaces et l'élaboration de nouveaux produits industriels qui constituent l'aspect saillant de la civilisation industrielle³. Avec la propagation de nouvelles techniques inhérente à l'accumulation, ce fut toute une civilisation qui fut diffusée, et avec elle des modèles de comportement en transformation constante. Avoir accès à ces biens - formes supérieures de bien-être social - implique des niveaux chaque fois plus élevés de productivité. Dans les économies dominées comme l'était l'économie algérienne au XIX^e siècle, ces niveaux supérieurs de productivité ne pouvaient être le fruit de l'assimilation ou de la diffusion de techniques plus efficaces. Seule l'ouverture sur l'extérieur⁴ pouvait, à travers la valorisation de ressources inutilisées (Vent For Surplus), donc les avantages comparatifs, déboucher sur ces accroissements nécessaires de productivité. Ainsi, le commerce international permit-il à de nombreux pays du Tiers-Monde, d'améliorer leur potentiel économique sans progrès véritable - ou limités de types collatéraux (transport par exemple). Dans ce cas, la diffusion de nouvelles techniques s'effectua quasi exclusivement à travers l'introduction de nouveaux produits à travers l'importation. De nouveaux modes de vie furent ainsi introduits, à travers les accroissements de productivité, résultant de la réallocation des ressources dans le cadre des avantages comparatifs externes. Ce processus essentiel par lequel l'assimilation du progrès technique s'ef-

fectue quasi exclusivement au plan du style de vie a été baptisé par Celso Furtado dans les années 70 de « modernisation »⁵.

Le cas typique et « pur » de ce type de situation est celui des économies pétrolières. L'assimilation du progrès technique opère exclusivement dans la sphère de la consommation sans contrepartie substantielle concernant la transformation du système productif⁶. Dans ce schéma, où les avantages comparatifs se fondent sur l'exploitation de ressources non renouvelables, la modernisation conduit à une « homogénéisation sociale temporaire », à travers l'action redistributive de l'Etat.

Dans le Monde Arabe, plus qu'ailleurs encore, le commerce international comme le souligne Issawi, fut dans l'incapacité « de nourrir le développement ». Parmi les raisons à cela, la faiblesse des gouvernements (lorsque les pays n'étaient pas directement occupés), leur « ignorance » et le peu d'intérêt réservé aux problèmes économiques, leur incapacité à poursuivre des politiques appropriées, en raison des « Capitulations » et traités commerciaux, une structure sociale inamicale au développement et enfin - caractéristique particulière à la région - la concentration de l'activité économique dans les mains des étrangers ou dans celles de minorités bref, l'absence totale de bourgeoisie⁷. Plus que dans toute autre région du monde, l'introduction du progrès technique dans le Monde Arabe fut donc le fait d'étrangers renforçant par la même encore plus les caractéristiques du sous-développement et notamment celles liées aux enclaves. Non

seulement, en effet, la région prit le capital et la technologie, mais elle importa également une bourgeoisie et une classe ouvrière et dans certains cas - celui de l'Algérie, par exemple - elle importa une population entière, reléguant la population autochtone totalement hors du progrès et du processus de modernisation. Ainsi, en Algérie, devrait se créer deux économies totalement distinctes, dotées de populations différentes. Dans la première : l'économie coloniale, étaient transférées et appliquées les nouvelles technologies avec les innovations qui exerçaient une incidence directe sur le style de vie des populations, style de vie qui reproduisait le style de vie métropolitain. Dans la seconde, une économie dont l'équilibre économique et sociale (système extensif agro-pastoral), avait été rompu par la dévolution des terres les plus fertiles à l'économie coloniale et le confinement des populations dans les zones montagneuses à équilibre écologique précaire et à productivité faible. Pour ces populations, pas de modernisation importante, mais une détérioration du mode de vie traditionnel comme l'ont montré diverses études historiques comme celles de Noushi⁸ pour le Constantinois ou de Yaconno⁹ pour l'Ouarsenis.

En Algérie, ce fut donc l'afflux de colons européens qui détermina le profil de développement du pays. A la différence du Moyen-Orient, les ressources furent plus valorisées, notamment dans l'agriculture et dans les services, les infrastructures connurent également un développement plus important, sans parler des transferts de capitaux en

provenance de la métropole, mais les *ressources humaines* furent bien moins valorisées qu'au Moyen-Orient, sans parler de l'Amérique latine, puisque tous les facteurs de production, autres que la terre et le travail non qualifié, furent fournis par la population coloniale¹⁰. Ainsi, l'Algérie constitue - pour son malheur - un des meilleurs exemples où il fut possible d'exploiter les ressources naturelles sans développement correspondant des ressources humaines. De ce fait, le développement éducatif et culturel de l'Algérie ne fut en rien comparable à celui des pays d'Amérique Latine, de la Birmanie, de Ceylan, des Philippines ou des Balkans¹¹ par exemple.

On aurait pu attendre des réajustements des prix du pétrole de 1973-1974 et de 1979-1980, des progrès décisifs dans la voie de la résorption des nombreux dualismes structurels hérités du sous-développement. Un certain nombre de réalisations menées au cours des années soixante dix suggéraient qu'un tel processus était bien en cours. L'Algérie, à la différence d'autres pays exportateurs de pétrole, tentait en effet, de canaliser les ressources nouvelles dans la formation d'une économie nationale, fondée sur la création d'activités économiques industrielles dynamiques¹², sur un immense effort d'éducation et de formation et sur la transformation des structures agraires, et ce dans le cadre d'une politique de planification centralisée, dotés d'instruments précis et efficaces, permettant d'éviter les effets pervers de la rente pétrolière et notamment ceux liés à la contraction du secteur

productif découlant de la prime que génère tout boom externe en faveur des *biens non commercialisables*. Cette austérité généralisée permit des progrès significatifs dans le domaine de l'homogénéisation et de la construction d'une économie nationale, même si la tendance de base du modèle était bien celle d'une économie en voie d'extraversion croissante, en raison des technologies sophistiquées, des capitaux considérables, des qualifications et du rôle moteur assigné à la transformation des hydrocarbures pour les marchés externes. On ne le répétera jamais assez, la logique d'une économie pétrolière rentière dans le cas extrême, c'est la production d'un seul bien *commercialisable*¹³ : les hydrocarbures. Seule une politique efficace visant à compenser systématiquement les effets pervers du « Deutch Disease », sur les biens commercialisables (secteur productif), est en mesure de contrecarrer cette tendance structurelle. La protection, les subventions massives au secteur productif - ce que fit l'Algérie des années 70 - permet, en effet, d'élargir la « base potentielle des biens *commercialisables*¹⁴.

La logique de ces mesures est de taxer le secteur d'exportation et de subventionner avec le produit les *autres* biens commercialisés. Un taux de change dual - dans le cas de l'Algérie - ce fut un taux de change administré, complète le dispositif. Le secteur en boom se voit affecter le taux de change apprécié tandis que le taux de change dévalué est appliqué aux autres biens commercialisés. Le rôle de l'Etat est ici essentiel, l'un des objectifs

devenant dans les faits, de faire des firmes du secteur productif menacé, les seules bénéficiaires des externalités (effets d'apprentissage par exemple) tout en stimulant leur expansion et augmentant ainsi leur productivité, donc la croissance globale. L'étude classique de Conway a montré que ce fut là le modèle emprunté par l'Algérie des années soixante dix¹⁵.

Au cours du second boom pétrolier de 1979-1980, en revanche, la stratégie de développement fut totalement inversée, malgré des rentrées financières record, avec la réallocation des ressources en faveur de la consommation du social et de certaines infrastructures. Si la composante domestique de l'investissement fut bien accrue, l'intégration du secteur industriel fut ajournée et avec elle, la concrétisation des externalités considérables attendues des segments dynamiques de l'industrie et les effets et apprentissage liés. Si l'efficacité des investissements réalisés n'a pas répondu totalement aux prévisions, cette insuffisance de performance, fut le lot commun de tous les pays exportateurs du Tiers-Monde, libéraux comme socialistes¹⁶. De fait, le problème de fond de l'Algérie, c'est bien d'échapper à la logique de « Mexicanisation »¹⁷ de l'économie - au-delà des formes de gestion et des systèmes comme le Mexique c'est-à-dire de revenir à une intensification incontournable de la substitution d'importation des biens capitaux. Il s'agit donc de réduire le rôle d'un secteur externe pourvoyeur de devises, mais également d'activités de recherches de rente et facteur d'aggravation de la vulnérabilité

externe. Le primat accordé au secteur externe primaire ne peut que retarder indéfiniment « l'internationalisation » de la croissance, condition obligée de la transformation de la richesse financière en actif réel comme cela a été démontré par l'économiste iranien Ali Fekrat¹⁸. A la logique d'exportation toujours plus forte de ressources naturelles et donc de devises, il importe de privilégier une autre logique : celle des fins, c'est-à-dire celle de l'homogénéisation sociale, seule à même de résorber l'exclusion et de redonner l'espoir. Accumuler des devises en soi, de fait pour assurer un service de la dette¹⁹ toujours plus coûteux, compte tenu du niveau des taux d'intérêt, niveaux excessifs résultant, entre autre, du déclin structurel du taux d'épargne américain et des besoins de la reconstruction européenne, ou pour rémunérer les qualifications extérieures, n'a aucune raison d'être. Cette quête « tragique » des devises emprunte aujourd'hui une voie nouvelle, celle du discours sur l'investissement étranger, investissements que stimulerait une éventuelle zone de libre-échange euro-maghrébine où l'adhésion de l'Algérie à l'OMC. Soyons clair, les investissements étrangers ne sont attirés que par les pays à forte croissance. La création des conditions appropriées à une croissance forte, est donc une condition préalable à tout afflux appréciable de capitaux. La nature des « régimes » n'y est pour rien, comme l'exemple de la Chine et du Viêt-Nam le prouve²⁰. L'application des prescriptions du FMI au Maroc et en Egypte ou en Tunisie, n'a en rien stimulé de façon substantielle les investissements étrangers

dans ces pays. Les investissements français, par exemple, dans ces pays n'ont pas dépassé 1 % en moyenne des investissements français dans le monde au cours des dix dernières années²¹. Enfin, de nombreuses expériences - celle de la Chine²² encore notamment - montrent que le chemin de l'investissement étranger passe par celui des diasporas d'abord. Or, la diaspora algérienne reste pour l'heure réservée. Enfin, l'ouverture tout azimut, ne constitue pas forcément la panacée, en l'absence de convergence des productivités des pays partenaires, différences de productivités qui résultent avant tout entre l'Algérie et ses partenaires du Nord, de rythmes très différents d'application du progrès technique et des performances de croissance. Elle risque de rester inefficace sans une politique massive de réforme des systèmes d'éducation et de formation, d'ouverture au progrès technique et à la recherche et au plan plus général d'une véritable politique culturelle avec les industries s'y rapportant. Les espoirs liés à l'ouverture risquent donc de rester illusoire et la zone de libre-échange un leurre, tant que la dynamique interne du changement structurel et institutionnel n'aura pas été au préalable amorcée. Les difficultés rencontrées par le Mexique dans le cadre de l'Aléna, mérite d'être méditées, mais aussi l'existence au sein de l'Union européenne elle-même d'une Europe à plusieurs vitesses. Le fait fondamental, à l'origine des écarts croissants de revenu et de productivités observés depuis les indépendances entre le Maghreb et la Rive Nord, c'est bien le rythme différent d'application du progrès

technique intervenu au cours de la période, différence qui génère une périphérisation continue et irréversible dans les conditions présentes de la Rive Sud, périphérisation, source elle-même de marginalisation économique et sociale, de chômage et de sous-emploi²³.

A cette situation sans espoir, certains ont cru trouver la solution, à travers des stratégies dites de lutte contre la « pauvreté » sur la base d'une vision « monoéconomique » dénoncée par Hirschman²⁴. Cette approche que Prébisch qualifiait déjà en 1949 de « faux universalisme » prétend ignorer la spécificité du sous-développement, et englober *toutes* les situations historiques d'accroissement persistant de la productivité en un seul modèle explicatif. L'expérience des PenD des trente dernières années montre malheureusement qu'il n'existe pas un seul modèle d'industrialisation : celui des économies de marché qui se dédoublerait en phases temporelles. La spécificité du sous-développement se manifesterait conceptuellement dans la « théorie de la pauvreté »²⁵. Pour cette théorie, la masse de pauvreté existante dans une économie, ne serait que le reflet d'une distribution donnée des actifs au moment où est amorcé le processus de croissance de la productivité et de la nature des institutions qui régulent l'accumulation des actifs. Il suffit donc de modifier cette répartition et la nature des institutions existantes, pour inverser la tendance à la concentration du revenu, découlant de l'extrême inégalité dans la répartition des actifs. Ainsi, la stratégie de développement se ramène à une stratégie délibérée des pou-

voirs publics, visant à modifier la distribution primaire du revenu, l'appropriation du produit social avant impôts et transferts²⁶. Propagée par la Banque mondiale et d'autres institutions multinationales ou nationales de pays développés, cette approche dans laquelle s'inscrivent les stratégies axées sur « l'informel » et la répartition égalitaire de la pauvreté²⁷, s'inspirent de l'expérience de Taïwan et de la Corée du Sud. Le problème est qu'il s'agit d'une lecture tronquée de l'expérience de ces pays dont on ignore, par ailleurs, le rôle crucial des circonstances historiques qui ont présidé à ces expériences et notamment le défi considérable que représentait au départ l'existence dans les pays voisins d'autres modes de développement privilégiant l'homogénéisation sociale²⁸.

Le véritable problème ne consiste pas à s'interroger sur les stratégies possibles face aux transformations structurelles, qui conduisent au processus de modernisation, mais de découvrir la sortie de la trappe du sous-développement. A cet égard, la poursuite en Algérie d'un modèle de développement axé sur les seuls avantages comparatifs de la valorisation des hydrocarbures : soixante milliards de mètres cubes de gaz exportés en 1998-1999, signifie qu'à l'avenir, les fruits de l'accroissement de productivité qui résulteront de ces avantages comparatifs dans le domaine des seules ressources naturelles, continueront comme par le passé, à être absorbés par le processus de modernisation, ajournant d'autant l'objectif d'homogénéisation sociale.

Il est alors probable que s'accroîtront les caractéristiques du modèle de développement amorcé au XIX^e siècle dans la Région arabe, à savoir la valorisation des ressources naturelles et l'exclusion des autochtones, sur la base de l'importation des facteurs de production nécessaires. Dans son étude sur *le pétrole et la main-d'œuvre au Moyen-Orient*, Woodward décrit comme suit ce modèle :

« Au moment même où l'industrie et les affaires se sont déplacées des régions où elles sont nées vers le Tiers-Monde, les structures commerciales et les économies de la région, créées de longue date, ont été emportées dans un processus d'industrialisation pour laquelle elles n'étaient pas préparées. Le plus souvent, ces économies ont été balayées ou simplement marginalisées par les forces dominantes de l'industrialisation, et les structures commerciales traditionnelles ont été rendues anachroniques et redondantes. Ce processus peut être perçu très nettement en Arabie saoudite et dans la région du Golfe persique - où un produit minier dont la région est bien dotée, a été propulsé par la technologie comme axe central de l'establishment industriel présent. Dans la course visant à le porter au pinacle de son ascendance économique et financière dans l'économie globale, le pétrole a transformé les Etats du Golfe de modestes puissances locales, subsistant sur la base d'économies vernaculaires et engagées dans un commerce inter-régional modeste en composantes riches et stratégiques du monde industrialisé »²⁹.

Ce processus fondé sur la seule application de la technologie au secteur des hydrocarbures, a cependant comme le note encore Woodward impliqué comme au XIX^e siècle, l'importation des facteurs de production essentiels. « Le boom pétrolier, dans le Golfe fut unique, non seulement en raison de l'ampleur du développement entrepris, mais aussi de la pénurie critique de main-d'œuvre appropriée dans les pays à capital abondant. Dans certains secteurs, notamment dans le secteur industriel moderne, le niveau de participation de la force de travail local, approchait de zéro, l'ensemble de la force de travail de bas en haut, vint de l'étranger. Le nombre de travailleurs étrangers qui vinrent au Moyen-Orient fut énorme - des millions -. La variété de leur background était aussi diverse que la société humaine globale contemporaine : des chercheurs occidentaux et des banquiers, aux travailleurs non qualifiés, en passant par des collectifs d'agriculteurs du Tiers-Monde. En attirant cette vague de l'humanité collectivement, le boom pétrolier a fourni une serre unique au développement d'un monde supranational de gens, de peuples et de sociétés dont le théâtre d'opérations dépasse les frontières de tout Etat [...] A sa base, est l'extension de l'organisation économique occidentale, renforcée par la technologie. Ses liens avec l'Occident, et plus récemment, la technologie japonaise sont toujours apparents et constituent un facteur déterminant du marché international du travail »³⁰.

Ces caractéristiques s'appliquent dans une large mesure à l'Algérie, totalement dépendante, après

trente ans d'indépendance, des technologies avancées, en raison notamment d'un système d'éducation involutif et volontariste, totalement déconnecté des contraintes économiques et scientifiques de l'économie. Dépasser un modèle fondé sur les seuls avantages comparatifs dans les ressources naturelles, et qui fait de l'Algérie une « composante stratégique » des grandes économies industrialisées, sans que ne s'amorcent les changements structurels fondamentaux dans son économie, constitue indiscutablement le défi crucial que ce pays doit relever. Le problème n'est pas, ce serait trop facile, de libéraliser à outrance de dévaluer massivement et d'amputer drastiquement les salaires réels, de réduire à néant le rôle de l'Etat, seul obstacle malgré ses carences de toute nature à la généralisation des activités, de rechercher des rentes. Il faut ajuster le niveau éducatif, scientifique et technologique du pays, à celui des pays voisins du Nord, condition nécessaire, tout à la fois, de la résorption des profonds dualismes sociaux et économiques actuels, mais également de la promotion d'avantages comparatifs dynamiques, non plus fondés sur la seule valorisation de ressources épuisables, facteur d'extraversion et de distorsion permanente de l'économie, mais sur l'application généralisée à tous les secteurs du progrès technique.

De nombreuses études récentes soulignent qu'aujourd'hui la compétition économique entre nations repose de plus en plus sur les institutions des économies de marché elles-mêmes. D'où le concept des formes comparatives du capitalisme³¹.

Ces recherches ont mis en évidence un certain nombre de variables qui expliquent pourquoi les firmes dans certains pays s'ajustent plus facilement que d'autres aux conditions changeantes de la compétition. Le phénomène essentiel mis en évidence est la tendance au glissement général de la compétition fondée *sur l'échelle* à une compétition fondée *sur la connaissance*. Ces recherches ont débouché plus récemment encore sur la thèse, selon laquelle, les élites porteuses de connaissances et les relations politiques nouées entre elles, « fournissent la clé de beaucoup de puzzles essentiels » concernant les performances industrielles comparées. A mesure que les innovations deviennent centrales dans la compétition, les activités fondées sur la connaissance jouent un rôle central dans les stratégies publiques de changement industriel³². La répartition de la connaissance - et son stock - devient le facteur décisif de la compétition, de l'exportation et donc de l'insertion avantageuse dans l'économie mondiale, la clé de l'accroissement des revenus. Seule une stratégie axée sur l'accumulation de la connaissance est en mesure de relancer une croissance durable, d'élargir le marché intérieur, de résorber le chômage et de créer les conditions réelles d'un véritable partenariat entre l'Algérie et ses voisins du Nord, partenariat qui ne se limite pas à une approche européenne limitée au traitement social des manifestations plus criantes des sous-développement, en vue de contrer de ce qui est perçu comme une menace démographique fondamentale³³. L'émergence massive d'élites porteuses de connais-

sance dans le sillage de cette nouvelle stratégie qui accorde le primat à l'éducation et aux changements structurel et institutionnel, est seule en mesure dans la situation actuelle de l'économie algérienne et de l'ordre international émergent, d'inverser une tendance, qui ne fait qu'ajourner les réformes indispensables. Attendre de la reprise du marché des hydrocarbures et de l'accroissement des exportations de gaz, d'un partenariat forcément déséquilibré dans l'état actuel de l'économie algérienne, ou d'hypothétiques investissements étrangers massifs, le salut, alors qu'une médecine de cheval réduit chaque jour plus, les revenus et le marché intérieur, constituerait une erreur historique aux conséquences incalculables pour l'avenir de l'Algérie. Un tel événement ne serait pas forcément dans l'intérêt d'une Europe qui a tout à gagner un Maghreb dont la prospérité reposerait sur un minimum de croissance endogène durable.

Beaucoup de ces idées latentes ont revêtu plus de force au cours des nombreuses discussions et échanges qui sont intervenus lors de notre mission en 1992 à Alger auprès du Président Boudiaf et de son cabinet. Je crois pouvoir affirmer sur la base de multiples rencontres intervenues à cette occasion avec de nombreux acteurs, que ce diagnostic et ces orientations, font l'objet d'un large consensus dans ce pays. Trois années ont été perdues depuis, c'est beaucoup !

Abdelkader Sid Ahmed
mai 1995

Notes

1. Voir notamment « Crecimiento, desequilibrio y disparidades, interpretación del proceso de desarrollo economico » *Estudio Economico de America Latina*, 1949, E/CN, 12/164/rev. 1, 11 janvier 1951.
2. Celso Furtado, *Brasil : a construção interrompida*, Paz e Terra, Rio, 2^e, 1992, p. 38, à paraître sous le titre : *Globalisation et Exclusion : le Brésil dans l'ordre mondial émergent*, Publisud, septembre 1995.
3. Celso Furtado, *ibid.*, p. 40.
4. Nous nous référons au célèbre modèle d'Hla Myint : « The Classical theory of international trade and the underdeveloped countries », *Economic journal*, LXVII, June 1958, p. 141-58.
5. Celso Furtado, « Subdesenvolvimento e dependencia : as conexoes fundamentais » in *O. Mito do desenvolvimento economico*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1974.
6. Voir le concept que nous avons défini pour ce type d'économie de « Développement sans croissance », *Développement sans Croissance : l'expérience des Economies Pétrolières du Tiers-Monde*, Paris, Publisud, 1983.
7. Charles Issawi, *An economic history of the Middle East and North Africa*, Methuen, 1982, p. 42.
8. *Enquête sur le Niveau de Vie des Populations Rurales Constantinoises ; de la Conquête jusqu'en 1919. Essai d'histoire économique et sociale*, Tunis, 1961, thèse - Lettres.
9. *La colonisation des plaines de Chéelif*, Alger, 1955, thèses - Lettres, 2 volumes.
10. Précisons que ce dualisme profond fut encore aggravé par un phénomène spécifique aussi à la région arabe, l'absence de mélange entre étrangers et autochtones.
11. Charles Issawi, « The Arab World's Heavy Legacy », *Foreign affairs*, April 1965, repris dans *The Arab World's Legacy*, Princeton, Darwin Press, 1981.
12. Abdelkader Sid Ahmed, « Petroleo y Desarrollo : El Caso Argentino », *El Trimestre Economico*, vol. LI(2), p. 231 à 258.

13. Abdelkader Sid Ahmed, « Du Dutch Disease » à l'OPEP Disease ». Quelques Considérations Théoriques autour de l'industrialisation des Pays exportateurs de pétrole », *Revue Tiers-Monde*, t. XXVIII, n° 112, octobre-décembre 1987, p. 887 à 908.
14. Michael Roemer, *Dutch Disease in Developing countries : Swallowing bitter medicine*, Miméo, Harvard Institute for International development, Harvard, 1984.
15. « Algeria : Windfalls in a Socialist Economy » in *Oil Windfalls-Blessing or Curse*, Alan Gelb et autres, Oxford University Press, 1988, p. 166.
16. R. M. Auty, « Industrial Policy Reform in Six Large Newly Industrialising Countries : The Resources Curse thesis », *World development*, vol. 22, n° 1, janv. 1994, p. 11 à 27.
17. René Villareal, « The Latin American Strategy of Import Substitution : Failure or Paradigme for the Region » in Gerefy et Wyman : *Manufacturing Miracles : Paths of Industrialization in Latin America and East Asia*, Princeton University Press, 1990, p. 292-320.
18. Ali Fekrat, « Growth of OPEP type economies : a preliminary theoretical inquiry », *Economica international*, vol. XXXII, n° 1, feb. 1979.
19. Avec une dette extérieure, commerciale pour l'essentiel, le coût final du service de la dette algérienne s'est révélé exorbitant avec l'envolée des taux d'intérêt du libor de Londres. Ces transferts massifs de recettes vers le Nord et qui absorbent le gros de l'excédent commercial, montre dans quel sens « l'aide » s'effectue, alors que la conditionnalité politique est invoquée par certains. Abdelkader Sid Ahmed, *Origines et vicissitudes de la dette extérieure des pays en développement : le cas des pays de l'Afrique du Nord*, Colloque Dette extérieure, principes généraux du droit, Cour internationale de Justice, Université de Rome, mai 1995.
20. Shalid Yusuf, « China's macroeconomic performance and management », *Journal of economic perspectives*, vol. 18, n° 2, Spring 1994, p. 71 à 92, et Rawlskir Tom, *Progress*

- without Privatization*, Washington D.C. World Bank, Miméo 1993.
21. A telle enseigne que M. Willy Dimiglio a été chargé par le gouvernement français d'étudier les voies et moyens permettant d'encourager les délocalisations françaises sur le Maghreb, Louis Blin, *Evolution récente et tendance des investissements français en Afrique du Nord (Maghreb et Egypte)*, Club financier méditerranéen, Tunis, nov. 1992.
 22. Sung Yun-Wing, *The China, Hongkong Connection : The key to China's open Door policy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
 23. Pour une démonstration théorique de ce point crucial voir Jean Fagerberg, « Technology and international differences in growth rates », *Journal of Economic Litterature*, vol. XXXII, n° 3, 1994, p. 1147-1176.
 24. Albert Hirschman, « The Rise and decline of development economics » in *Essays in trespassing : economics to politics and beyond*, Cambridge University Press, 1981.
 25. Irma Adelman, « A Poverty-Focused approach to development policy » in *Development strategies reconsidered*. Gary Field, *Poverty : Inequality and development*, Cambridge University Press, 1980.
 26. Pour des stratégies concrètes en ce sens, voir Hollis Chenery et autres. *Redistribution with Growth*, Oxford University Press, 1974. Irma Adelman, *Redistribution before Growth. A Strategy for Developing Countries*, La Haye Martins Nijhof, 1978. Idées reprises dans le rapport du PNUD de 1990, UNDP, *Human Development Report, 1990*, Oxford University Press, 1990.
 27. Comme le note Lisa Peattie, le concept de secteur informel est des plus ambigu, son succès provient de son usage des plus larges, car il concerne des groupes divers : ceux intéressés par la planification de la croissance, ceux intéressés par l'allégement de la pauvreté, les structuralistes marxistes et ceux intéressés par la comptabilité économique. Peattie montre que l'utilisation du terme n'aboutit qu'à obscurcir

l'analyse des questions essentielles et se révèle de ce fait contre-productive. Pour Peattie, ce concept dans les faits, constitue une barrière pour tous ces groupes sans leur être utile en quoi que cela soit comme instrument d'analyse ou cadre des politiques de développement. Lisa Peattie, « An idea in good currency and how it grew : The informal sector », *World development*, vol. 15, n° 7, 1987, p. 851-60.

La complexité du phénomène du secteur informel devait être relevée ensuite par Tokman qui suggère un « secteur informel hétérogène ». Enfin, une toute récente étude de Rakowski souligne les dangers du recours à un concept par trop sollicité et toujours considéré comme ambigu. Cette ambiguïté est particulièrement forte dans les économies rentières où le secteur informel est le lieu privilégié de concrétisation des rentes de situation, donc un véritable chancre gangrenant l'économie. Cathy A. Rakowsky, « Convergence and divergence in the informal sector debate. A focus on Latin America, 1984-1992 », *World development*, vol. 22, n° 4, 1994, p. 501-16.

28. Pour plus de détails, voir Celso Furtado, *Globalisation et Exclusion*, Publisud, septembre 1995.
29. Peter Woodward, *Oil and labor in the Middle East, Saudi Arabia and the Oil Boom*, Praeger, 1988, p. 2.
30. Peter N. Woodward, *op. cit.*, p. 1.
31. Voir Jeffrey E. Garten, *A cold peace : America, Japan, Germany and the Struggle, for Supremacy*, New York, Times books, 1992. Michael Porter, *The Comparative Advantage of Nations*, New York Free Press, 1990. David Saskice, « The Institutional Infrastructure for International Competitiveness : a Comparative Analysis of the U-K and Germany » in A.B. Atkinson et R. Brunetta (eds), *The Economic of the New Europe*, Londres Mc Millan, 1993.
32. Nicholas Ziegler, « Institutions Elites and Technological Change in France and Germany », *World politics*, vol. 47, n° 3, April 1995, p. 341-373.

33. Abdelkader Sid Ahmed « Vers une Nouvelle Stratégie Maghrébine et développement », in J.F. Daguzan et Raoul Girardet (eds) : *La Méditerranée : Nouveaux défis et Nouveaux risques*, Paris, Case, Publisud, 1995, pages 167 à 237.

Introduction

Existe-t-il une sortie économique de la crise algérienne ? Telle est sommairement définie la problématique de cet ouvrage. La question n'est pas sans intérêt alors que la pléthore d'écrits consacrés à cette crise, renvoie à des explications de type doctrinale ou politique et partant à des solutions purement politiques de la crise. Notre propos ici est de montrer que si l'on ne peut écarter les explications de type socio-politiques, le rôle des facteurs économiques tant dans la genèse que dans la solution de la crise, ne peut être sous-estimé. A beaucoup d'égard, la solution de la crise passe par la mise en œuvre de stratégies de changement structurel et institutionnel appropriés. En effet, au terme de plus de trente ans d'indépendance, l'Algérie a édifié un potentiel productif conséquent et accumulé des savoirs-faire industriels notamment, non négligeables. La détérioration des termes de l'échange des hydrocarbures, l'incapacité des pouvoirs en place à mettre en œuvre les ajustements institutionnels et économiques nécessaires, ont suscité de graves déséquilibres économiques, monétaires et financiers,

et une forte instabilité sociale et politique. Ainsi, comme dans beaucoup d'autres économies pétrolières, des mesures d'assainissement visant au rétablissement de la stabilité du cadre macro-économique, ont été mises en œuvre à chaud ces dernières années, sur les recommandations du Fond monétaire international, et des partenaires économiques importants du pays. Le chômage, l'inflation, les pénuries et les dévaluations, jalonnent ainsi une décennie de crise économique, qui trouve son origine dans l'effritement brutal du prix du brut dès 1985-86, délégitimant progressivement ainsi un Etat jusque-là garant du bien-être social, à travers la rente d'hydrocarbures, contestant notamment le monopole du pouvoir exercé au cours des dernières décennies. Si le principe du rétablissement des grands équilibres et d'une meilleure flexibilité de l'économie algérienne ne sauraient être contestés, ces objectifs ne peuvent constituer une fin en eux-mêmes, en l'absence de politiques à plus long terme visant à réduire l'écart de développement avec les grands partenaires, à travers notamment la création des capacités scientifiques et technologiques appropriées. De même, les projets dits de zone de libres échanges sont condamnés à l'échec, en raison des écarts considérables de revenu et de capacités technologiques existants entre les deux rives. Enfin, si le monopole du pouvoir exercé par le FLN durant trois décennies, nourri par ailleurs par la rente et l'instrumentalisation de la religion qui l'a accompagné, sont assurément à l'origine de la non-émergence de groupes puissants, porteurs de la modernité, il serait naïf d'attendre du seul dialogue et de la pluralité

politique, la solution miraculeuse à une crise dont le monde convient sans toujours en tirer les conséquences, qu'elle trouve pour une large part ses racines dans le chômage, la misère et l'absence de perspectives d'une jeunesse née après l'indépendance représentant près des deux tiers de la population.

Chapitre I. - L'héritage

Comme un certain nombre d'économies pétrolières, l'Algérie s'est lancée à la fin des années 60 et dans les années 70, dans une politique ambitieuse d'investissements destinée à préparer « l'après-pétrole ». On peut estimer à \$ 180-200 milliards le volume total d'investissement réalisés au cours des trois dernières décennies dont près de la moitié dans le seul secteur des hydrocarbures (exploration, production, transformation, évacuation et transport). Le raffinage du brut, l'extraction des gaz de pétroles liquéfiés, la gazoline, ont permis d'accroître fortement la valeur ajoutée des hydrocarbures, portant à près de 80 % la capacité de traitement du pays. Depuis une dizaine d'années environ, le gros des exportations algériennes d'hydrocarbures concerne essentiellement les produits raffinés, les bases pétrochimiques, le propane et le butane. Ces succès ont permis à l'Algérie de réduire substantiellement l'impact de l'effondrement des termes de l'échange du brut algérien (de \$ 44 en décembre 1979 à \$ 9 environ en 1986). L'Algérie est parallèlement devenu, le premier exportateur de gaz naturel du monde avec près de 60 milliards de mètre cubes de

gaz à destination essentiellement des pays de la rive Nord et des Etats-Unis. L'édification de ces capacités s'est accompagnée de la construction des autoroutes du gaz dès la fin des années 60, autoroutes qui ont permis l'alimentation de tout le réseau urbain et des centres industriels du pays en gaz naturel, tandis que la multiplication des centres d'affûtage permettait l'alimentation en gaz butane des campagnes, gaz vendu au prix coûtant pour décourager le déboisement et améliorer le sort des couches les plus pauvres. L'électrification quasi complète du territoire et l'interconnexion avec les pays voisins est devenue une réalité ces dernières années (à l'indépendance à peine 40 % du territoire était électrifié), transformant complètement les conditions de vie des campagnes, jetant les bases de l'industrialisation, et améliorant les conditions d'hygiène et la santé publique, à travers notamment l'adduction d'eau et la conservation des aliments et des médicaments. Notons que les femmes dans les campagnes, séculairement astreintes aux corvées d'eau et de bois, furent les premières bénéficiaires de cette révolution énergétique, de même que les nouveau-nés. En 1962, l'espérance moyenne de vie à la naissance des Algériens était de 66 ans environ contre 44 ans en 1958, tandis que le taux de mortalité infantile baissait de près de 300 % entre 1960 et 1992, passant de 168 à 62 (annexe I).

Amorcée déjà sous le Plan de Constantine l'industrie sidérurgique se développait rapidement avec le complexe d'Annaba et la métallurgie des non-ferreux (zinc et plomb), tandis que la production d'engrais était rapidement promue avec le complexe d'engrais

phosphatés d'Annaba (phosphate du Djebel Onk) et le complexe d'ammoniaque d'Arzew (engrais azotés). L'industrie chimique se développait également avec la construction de l'unité de poids lourds de Rouiba, les complexes du machinisme agricole de Sidi Bel Abbés (moissonneuses-batteuses notamment), de moteurs et de tracteurs de Constantine, d'engins de levage de Bedjaia, de vannes robinetterie de Beroughia et de machines-outils de Constantine. La métallurgie des plastiques était lancée à Sétif (pipes-matériel et mobilier scolaire). La fabrication de colorants et vernis intervenait en outre à Lakhdaria, de moteurs électriques à Azazga et d'électronique grand public à la frontière marocaine, antibiotiques à Médéa, et enfin de cimenteries et briqueteries dans diverses régions. Pour réduire les importations - l'Algérie ne produisait pratiquement rien à l'indépendance - un vaste programme d'industrialisation de substitution d'importation (ISI) fut lancée : complexes textiles dans toutes les régions du pays, sucreries, menuiseries industrielles, pâtes alimentaires et couscous, conserves alimentaires, huileries, etc...

De pair avec la multiplication des universités, la création des grandes écoles : polytechnique, architecture, pétrole, agronomie, etc., un immense effort de formation sur place et à l'étranger était mis en œuvre à tous les niveaux pour la formation des cadres et de personnel qualifiés destinés à la gestion des nouvelles unités industrielles. Dépourvue de cadres à l'indépendance, (il y avait 600 étudiants musulmans à Alger en 1962), c'est par centaines de milliers que l'Algérie en a formé aujourd'hui. Plusieurs centaines de milliers

d'étudiants peuplent aujourd'hui les universités et les grandes écoles. Si des critères sévères peuvent être adressés notamment au type d'enseignement pratiqué, à une arabisation hâtive de nature essentiellement politique, l'effort réalisé en matière de formation est considérable y compris pour la population féminine, exclue quasiment du système d'enseignement lors de la colonisation. Le fait saillant, par ailleurs, est la très forte proportion de diplômés scientifiques dans l'ensemble des diplômés avec 42 % en 1988-1990 (annexe I), politique fortement encouragée par le pouvoir et dont l'université des sciences de Bab el Zouar est l'un des symboles. Dépourvue de médecins à l'indépendance (quasiment le gros des médecins était d'origine européenne et quittèrent le pays en 1962), l'Algérie comptait en 1990 un médecin pour 2 330 habitants contre 6 670 pour les PenD. C'est dire, l'effort considérable déployé dans ce domaine. D'importants efforts d'une efficacité parfois plus douteuse, étaient également déployés dans l'agriculture avec les « villages socialistes agricoles », le lancement de périmètres irrigués, le barrage vert et le reboisement dans le Nord, l'édification de moyens de stockage, l'expansion du crédit agricole, la modernisation de l'agriculture, l'installation de chaînes de froid, le développement de l'arboriculture (notamment sur les vignobles arrachés) et les écoles de formations.

Enfin, le rapprochement de l'administration des citoyens, était fortement amorcé avec la multiplication par plus de 3, des willayas (département), et la création de chef lieu, correspondant. De nombreux programmes spéciaux intéressant les villageois déshé-

rités ou reculés du pays (Sud, Kabylie, Aurès, par exemple) étaient promus. Ces willayas bénéficièrent des infrastructures de base : eau, énergie, barrages, routes, bâtiment administratifs, écoles, etc... Du fait, des énormes investissements réalisés (près de 50 % du PIB au milieu des années 70) et de la rente tirée des hydrocarbures, le revenu réel par tête fut multiplié par trois environ entre 1962 et 1986, compte tenu d'un taux d'accroissement démographique parmi le plus élevé du monde : 3,2 % l'an jusqu'en 1988. Cette tendance favorable fit place à une tendance négative dès 1985-86, avec une réduction moyenne annuelle de -0.7 % entre 1980 et 1991 du revenu par tête (annexe 1). Comment expliquer ce retournement, compte tenu des mutations structurelles importantes analysées ci-dessus ?

Plusieurs éléments peuvent être avancés en réponse ; éléments liés essentiellement à la nature de la stratégie de développement retenue. Si, en effet, le développement de la seconde moitié des années 60 (Plan triennal 1967-1969 notamment), s'apparente au schéma classique d'industrialisation de substitution telle que caractérisée par A-O Hirschman pour l'Amérique latine (industries traditionnelles), le modèle des années 70, renoue avec l'idéologie du Plan de Constantine à l'époque coloniale, plan axé sur l'acier et les hydrocarbures. Amorcé avec le premier plan quinquennal (1970-1974), cette nouvelle stratégie de valorisation des ressources naturelles est confortée tout d'abord par la nationalisation des hydrocarbures en 1971 et surtout avec le réajustement des prix du pétrole de 1973-74. Le propre de ce type d'industria-

lisation sur la base des ressources naturelles (IBR), est d'accentuer l'extraversion de l'économie par la priorité accordée au développement pour l'exportation d'hydrocarbures. De fait, comme cela a été indiqué plus haut, une partie importante des moyens financiers (y compris les crédits au titre de la dette extérieure), mais également les moyens humains et techniques limités au départ, ont été mobilisés en faveur de ce secteur au dépens d'un développement plus équilibré du reste de l'économie. L'objectif de valorisation pour l'exportation, l'a rapidement emporté sur l'objectif prioritaire de la formation et de la recherche, d'autant plus facilement, que l'abondance relative de devises a permis rapidement de combler par le recours à l'étranger, les carences en ressources locales rares, de la même façon que les contrats industriels clés en mains, aboutissaient à se reposer sur le partenaire étranger des tâches porteuses de l'ingénierie industrielle, du transfert et de l'assimilation des technologies. Un certain volontarisme teinté de mégalomanie, a laissé croire que le développement pouvait s'acheter et qu'il était possible de court-circuiter le temps et plus concrètement d'échapper aux contraintes de diverses natures, dont celles liées à la capacité d'absorption limitée de l'économie. Rien d'étonnant si dans ces conditions, les importations explosent : près de 800 % entre 1970 et 1979, et si en raison des divers goulots d'étranglement internes : pénurie de matériaux de construction et de ciment et donc de logements malgré la multiplication par 12 des capacités industrielles entre 1965 et 1978, pénurie de personnel qualifié, insuffisante maîtrise de l'administration de

projets chaque jour plus nombreux, retards dans l'exécution, retards dans les divers types d'infrastructure, etc., l'inflation est chaque jour plus difficilement contenue¹, la dette extérieure, en rapide progression, l'exode rural, de moins en moins maîtrisées. La conséquence, c'est une réduction régulière de l'efficacité du capital investi tout au long de la décennie 70 et ce malgré un taux d'investissement (près de 50 %) parmi les plus élevés du monde. A la fin des années 70, il est alors clair, comme en témoignent les nombreux débats au sein de l'Assemblée populaire nationale, que cette baisse d'efficacité ne pouvait plus être seulement imputée à la maturité relativement longue de certains investissements lourds. L'austérité imposée jusque-là, et qui permit à l'Algérie, au cours des années 70, d'échapper, comme l'a montré Conway, aux effets pervers de la rente des hydrocarbures (syndrome hollandais ou Dutch disease), montrait là ces limites. La mort du président Boumédiène, et l'arrivée d'une nouvelle équipe dans la foulée des réajustements considérables des prix du brut en décembre 1979 (le brut algérien passe à \$ 44 contre moins de 20), furent l'occasion d'une inflexion considérable de la stratégie précédente. La consommation privée retrouve la priorité, l'industrialisation est hâtivement condamnée, au prétexte qu'elle a accusé la dépendance extérieure du pays, les grands projets d'exportation de G.N.L. (Arzew et le Programme Valyd) et pétrochimiques

1. Elle l'est, à travers une politique de réappréciation de la monnaie nationale et des subventions massives au consommateur et le blocage des prix des entreprises publiques.

sont abandonnés. Subissent le même sort les grands projets de véhicules industriels de Tiaret, les complexes d'automobiles et bien d'autres projets censés assurer l'intégration complète du secteur industriel avec le développement des industries de haute technologie. C'est donc toute la rationalité et la cohérence du modèle de développement initié à la fin des années 60 qui se trouvent remises en cause au profit d'une approche de gestion purement rentière du pays. De fait, les rentrées financières du début des années 80, atteignent des niveaux records mais comme en Argentine après 1945, avec les recettes accumulées durant la Seconde Guerre mondiale, elles furent gaspillées au dépend de la poursuite de l'intégration économique du pays, sans servir par ailleurs au remboursement d'une dette extérieure en expansion quasi exponentielle. Le début des années 80 constitue à coup sûr, un point de retournement essentiel dans le modèle d'industrialisation axé sur la valorisation des ressources naturelles ; l'abandon de l'objectif d'intensification de l'industrialisation se traduit par un véritable dévoiement de ce processus qui tourne alors le dos aux externalités dynamiques, aux effets d'apprentissage potentiels et aux emplois directs mais également surtout indirects considérables attendus de l'industrialisation, tout en renforçant la vulnérabilité externe d'une économie en pleine mutation aux chocs externes. De fait, dès le milieu des années 80, l'Algérie se trouve prise au piège d'un étranglement externe classique, provoqué tout à la fois par l'effondrement des termes de l'échange des hydrocarbures : 96 % des exportations (annexe V), d'un service de plus en plus

insupportable, d'une dette extérieure à court et moyen terme de nature commerciale, donc fortement onéreuse, et d'une dépendance forte envers les importations de biens d'investissement et de biens alimentaires. Faute d'une intégration de son complexe industriel, l'Algérie n'est pas en mesure de renouveler les équipements obsolètes des années 70 (y compris dans le domaine des hydrocarbures) et encore moins d'importer les équipements nécessaires à l'investissement nouveau. Le refus d'envisager tout réaménagement de la dette extérieure, dont le service dépassera les 100 % des recettes d'exportation début 1994, aura pour conséquence une réduction drastique du niveau d'activité, la réduction du volume de l'emploi et de l'investissement, la contraction des revenus, la dévaluation substantielle du dinar et l'ajournement définitif de toute relance du processus d'industrialisation dans les segments porteurs dynamiques où la dépendance du pays est quasi-totale. Ce changement de cap opéré au début des années 80, ne s'accompagna pas d'une flexibilité plus grande de l'économie et donc de la suppression d'un certain nombre de rigidités institutionnelles et structurelles. L'économie algérienne conserva le système et les instruments de gestion centralisé de l'économie caractérisé par l'existence de nombreux monopoles locaux et à l'importation, sources de considérables rentes de situation. Si une forte protection indiscriminée et l'allocation institutionnelle du crédit pouvaient, entre autres, se justifier aux premières étapes d'un développement fortement stimulé et encadré par l'Etat, leur raison d'être disparaissait avec l'abandon des objectifs développementaux.

listes de départ et d'un cadre général caractérisé par une répartition relativement équitable, de l'austérité imposée par le développement. Un pays en panne à mi-chemin du processus prévu, tel apparaît aujourd'hui l'Algérie, par ailleurs, engagé dans un processus drastique de restructuration de son économie et de restriction budgétaire dont les conséquences sont, entre autres, de réduire massivement le niveau de l'emploi et le revenu réel.

Chapitre II. - Limites des stratégies du FMI, de l'Union européenne et du GATT : la problématique de la transition

Avec la réduction brutale des termes de l'échange, parallèlement au gonflement du service de la dette et les nécessaires importations de produits alimentaires et pharmaceutiques résultant de l'accroissement démographique considérable intervenu depuis 1962 (triplément de la population totale entre 1962 et 1990), c'est tout le consensus social et politique autour de la rente qui s'est trouvé remis en cause. L'État « allocatif », suivant le concept de Luciani, est entré en crise et a perdu toute légitimité. A cet égard, les émeutes de novembre 1988 d'Alger sont de même nature que celles de Lagos, ou de Caracas, sans remonter à celles précédant à Téhéran, la Révolution iranienne. Il est significatif que les manifestants algérois de 1988 se soient avant tout attaqués aux symboles de l'argent et au parti FLN, colonne vertébrale du pouvoir, et soupçonné à travers ses privilèges d'affamer la popula-

tion. Voir dans ces conditions dans la crise algérienne, dont les origines se situent bien dans les émeutes de 1988, un « phénomène religieux », le témoin d'un divorce entre chrétiens et musulmans, voire le retour aux croisades, est un non-sens. Les émeutes de même nature de Caracas, la Crise Mexicaine de 1981-82, ou celles de Lagos, dont les racines plongent dans la crise du secteur externe, n'ont rien de religieux. Pour l'essentiel, le modèle algérien de l'indépendance obéit aux caractéristiques du modèle d'IBR, étudié pour la première fois par Røemer et systématisé depuis par un certain nombre d'auteurs comme Corden, Abdel Fadil et nous-mêmes, entre autres. Il existe, en effet, une macro-économie spécifique des économies rentières pétrolières ou autres, dont les caractéristiques sont les suivantes : tendance à l'appréciation de la monnaie nationale, effets revenu et effet consommation qui en déprimant les « tradables » (biens commercialisables), contractent le secteur productif et induisent les effets de « dé-industrialisation » et de « dé-agriculturation » (agriculture moderne), effets typiques observés dans tout un ensemble d'économies rentières y compris les économies développées de la mer du Nord. L'objectif de l'industrialisation et du développement, se trouve ajourné, avec le gonflement du secteur de services (biens non commercialisables), seul subsiste comme noyau productif le secteur des hydrocarbures. La logique d'une économie pétrolière (EP) est avant tout ainsi celle d'une économie pure de services (pas les services informels), articulée sur l'importation, sur la main-d'œuvre et les qualifications expatriées. Que survienne un retournement des termes

de l'échange, de la ressource liée au boom, l'effet devient boomerang comme Seers l'a historiquement montré à partir de la Crise Vénézuélienne de 1958-60. En effet, le déterminant de l'EP est non pas le volume d'investissement, mais celui de l'emploi, à travers le « fonds de salaire » que constitue le volume de la rente. La réduction brutale de ce fonds de salaire (les salaires urbains sont en général surévalués) se traduit par une chute brutale de l'emploi et des revenus et ce, de façon bien plus importante que dans une économie non pétrolière. Seers concluait que l'EP est de par sa nature potentiellement fortement « explosive ». C'est ce même mécanisme de Seers qui rend compte de l'ampleur et du caractère dramatique de la crise algérienne. La « suridéologisation » et l'incapacité à établir un diagnostic économique sérieux de cette crise de la part des « spécialistes de l'Algérie » est dans ce contexte lourd de conséquences. L'héritage de l'Algérie aujourd'hui est donc double : d'une part, il s'agit de corriger les effets pervers du modèle d'IBR, d'autre part, il s'agit de définir une périodisation de la réforme appropriée au cas de l'économie de transition qu'est l'Algérie à l'instar de la Hongrie, de la Pologne, de la Russie ou de la Chine. Economie rentière, économie de transition, constituent ainsi le « background » incontournable à l'aune desquelles, les stratégies de réformes doivent être appréciées. La stratégie de développement FMI-Banque mondiale dans son ultime version, dite du « consensus de Washington », peut être schématisée comme suit :

1) rétablissement de la stabilité macro-économique avec notamment le retour à l'équilibre budgétaire

taire, l'accroissement de l'épargne, la dévaluation du taux de change réel et la liberté des prix ;

2) la libéralisation de la politique commerciale avec notamment les suppressions des restrictions à l'importation, la réduction de l'éventail des tarifs et de leur nombre et l'abandon de l'ISI ;

3) la libéralisation des taux d'intérêt financiers, la suppression des restrictions de crédit et des plafonds assignés aux taux, ainsi que celle du compte capital de la balance des paiements ;

4) la privatisation des entreprises publiques et la suppression des restrictions aux investissements. Cette approche postule ainsi que le retour à la loi du marché se traduira par une réallocation optimale des activités économiques, l'ISI cède la place aux activités d'exportation, l'accroissement de l'épargne, donc du volume des investissements, l'émergence de capacités entrepreneuriales, le rétablissement de l'équilibre externe grâce à la suppression du « biais » existant à l'encontre des exportations, la libéralisation des importations et la réduction du taux d'échange réel. La promotion des exportations permet également un transfert accru de savoirs-faire et de technologies, tout en élargissant le marché intérieur, permettant une ISI dans les segments dynamiques de l'industrialisation. La libéralisation du compte capital permet, une fois les taux d'intérêts libérés et les restrictions à l'investissement supprimées, d'attirer les investissements étrangers et de financer ainsi le déficit courant de la balance des paiements. Enfin, le remplacement des restrictions quantitatives à l'importation par des tarifs modérés permet tout en accroissant les recettes doua-

nières, de réduire les sources d'activités de rente dans l'économie (rent seeking activities), et donc de réduire, par ailleurs le déficit budgétaire.

Cette stratégie est supposée donc rétablir non seulement la stabilité macro-économique, mais promouvoir la croissance et le développement à long terme, à travers l'accroissement de l'épargne, de l'investissement, les réformes institutionnelles et une flexibilité plus grande de l'économie à partir des mécanismes du marché. Dans ses grandes lignes, l'accord stand by passé entre l'Algérie et le FMI en 1994, reprend les principaux points de ce schéma, avec dans le cas algérien, un certain nombre d'objectifs parfois draconiens, notamment en matière de dévaluation du taux de change du dinar et de réduction du déficit budgétaire. Le problème est que cette thérapie de choc a rarement débouché ailleurs sur les résultats escomptés.

En effet, les études à partir d'un certain nombre d'expériences montrent :

- 1) que la réduction du déficit budgétaire est très souvent problématique à court terme dans un environnement macro-économique instable. Cette difficulté est due à plusieurs facteurs dont les suivants : la réduction des salaires réels due aux restrictions budgétaires, à la dévaluation du taux de change réel, à la restructuration des entreprises publiques, et à la réduction de l'activité économique, tend à aggraver le déficit budgétaire en déprimant le niveau de l'activité, d'autant que la réforme fiscale est souvent difficile à mettre en œuvre. En second lieu, la libération des taux d'intérêt condamne à la banqueroute, nombre d'entreprises, en même temps qu'elle stimule les en-

treprises de type spéculatif, comme l'expérience des pays du cône Sud en Amérique latine l'a montré ;

2) loin de rétablir l'équilibre externe, la mise en œuvre du schéma WC, se traduit par un accroissement marqué des importations, en l'absence le plus souvent de conditions propices à l'accroissement immédiat des exportations. La dévaluation renchérit, par ailleurs, le coût du service de la dette externe et donc aggrave le déficit budgétaire ;

3) la réduction de l'investissement public n'est pas obligatoirement suivi d'un accroissement compensateur de l'investissement privé, pis, les deux types d'investissement sont souvent complémentaires. D'une part, en raison du rôle crucial de l'investissement public dans la création des infrastructures d'accueil et de la nature spécifique de l'Etat comme Boratav l'a montré dans les PenD. Dans le cas particulier des EP, le secteur privé est articulé sur la rente pétrolière et est donc souvent l'émanation des groupes d'intérêts publics. Karen Chaudhury a ainsi pu montrer que dans ces pays, le secteur privé est de nature parasitaire, on ne saurait donc attendre de ce secteur un comportement Schumpétérien ;

4) la privatisation des entreprises publiques, s'avère en pratique des plus délicates comme certaines études comme celle de Waterbury l'ont montré. De ces études, il résulte que la nature juridique des entreprises est secondaire dans leur efficacité. En second lieu, au plan technique, la préparation des opérations de privatisation suppose l'existence de cabinets techniques d'audit performants ainsi que de structures financières appropriées. En l'absence d'une épargne lo-

cale suffisante, l'investissement étranger devra être appelé en renfort, ce qui peut créer problème. Enfin, en l'absence d'une administration efficace et transparente, le risque est grand de voir les groupes maffieux accaparer le gros des entreprises ;

5) la libéralisation totale indiscriminée du compte capital de la balance des paiements n'est pas toujours la panacée proclamée. L'expérience d'un certain nombre de pays d'Amérique latine, dont dernièrement celle du Mexique, montre qu'en l'absence d'une libéralisation discriminée et sélective, toute libéralisation hâtive peut aboutir dans un contexte de taux d'intérêt libérés, à un afflux massif de capitaux spéculatifs à court terme y compris et surtout dans une situation d'instabilité macro-économique. Ceci aboutit à faire financer des déficits *structurels* courants, par des capitaux spéculatifs errants. Avec l'exode de ces derniers, comme l'expérience mexicaine de décembre 1994 le montre, c'est toute l'économie qui s'effondre ;

6) dans beaucoup de cas - et cela est vrai de l'Algérie - l'existence d'une dette extérieure importante pose un problème dit de « overhang debt ». Dans ce cas, l'existence d'une telle dette décourage l'afflux de capitaux étrangers et renchérit le coût du recours au marché financier, menaçant ainsi gravement l'avenir de la réforme. Dans le cas, son succès passe par une remise au moins partielle de la dette ou son réaménagement voire, selon Krugman, son abandon ;

7) la libéralisation totale de l'économie ne suffit pas en elle-même, à tarir les sources de rente dans l'économie. L'expérience montre que la promotion de

mécanismes complexes de promotion des exportations, par exemple, peut être source également de rentes importantes dans des systèmes de type clientéliste ;

8) enfin, l'argument, selon lequel, le marché garantit une répartition efficace des activités économiques dont les activités industrielles, est battue en brèche par l'existence de carences du marché (market failures). Ces carences de marché, qui coexistent également avec des carences du fait de l'Etat (state failure), jouent un rôle considérable dans la promotion des activités industrielles dynamiques. Parmi ces carences, citons celles liées à l'information et celles liées aux externalités dynamiques aux effets d'apprentissage et aux rendements croissants. Ces facteurs sont à l'origine des modèles dits de « politiques commerciales stratégiques ». Un des aspects pratiques de ces nouvelles réalités, est l'existence à côté du vieux modèle de division du travail entre riches et pauvres, de schémas de commerce intra-industries entre riches, segment le plus dynamique et le plus important aujourd'hui des échanges. Le marché étant incapable de promouvoir les activités industrielles porteuses d'externalités, c'est à l'Etat qu'il revient de le faire. L'exemple des pays du Sud-Est asiatique montre, en effet, que le rôle de l'Etat est crucial dans la construction des avantages comparatifs dynamiques, à travers la mise en œuvre de politiques industrielles, financières, monétaires et commerciales discriminées et sélectives. Comme cela a été montré, le « targeting » (ciblage) fut un élément essentiel des politiques Coréennes d'industrialisation et de diversification des

exportations. La concurrence est ainsi gérée par le partenariat Etat-secteur privé, la libéralisation tant des échanges que des taux d'intérêts financiers, est progressive.

Ces réalités sont encore plus marquées dans des économies au départ fortement centralisées, comme c'était le cas en Algérie où les deux tiers environ de la production et des investissements étaient le fait du secteur public. A cet égard, les diverses expériences menées dans des économies proches comme la Pologne, la Hongrie, la Russie ou la Chine sont pleines d'enseignements. Ainsi, le « gradualisme » dans la mise en œuvre des réformes, s'avère-t-il plus efficace que les thérapies de choc. Ces dernières comme le montre l'exemple polonais, rencontrent de grandes difficultés à rétablir la stabilité macro-économique, et tout particulièrement à réduire l'inflation, dans un horizon de temps raisonnable. Fait plus grave, les cas de thérapies de chocs (Russie, par exemple), montrent que la crédibilité des réformes est souvent minée par la réduction, voire la perte de consensus social, découlant du fardeau excessif de l'ajustement (chômage et réduction drastique des revenus réels). L'exemple chinois montre à l'inverse qu'un processus de réforme socialement et politiquement acceptable demande du temps ; initiée en 1978, la libéralisation de l'économie chinoise n'en est encore qu'à mi-chemin. Cet exemple, montre également l'importance d'une stabilité macro-économique au départ ; les réformes ont été essentiellement autofinancées en Chine, l'épargne interne progressant parallèlement au taux d'accumulation du capital. Les in-

investissements étrangers ont été accueillis de façon sélective et restent pour l'essentiel le fait de la diaspora chinoise à l'étranger. Les exemples chinois et polonais notamment, montrent qu'il est illusoire d'attendre d'hypothétiques investissements étrangers dans une situation macro-économique et politique instable en l'absence de la venue préalable d'investissements des diasporas concernées. La Chine a su ainsi rejeter la voie facile, mais sans lendemain, du financement du déficit structurel courant par des capitaux externes spéculatifs, le plus souvent alimentés d'ailleurs par des sorties de capitaux nationaux. Dans le cas algérien, il est banal de rappeler que les flux nets de capitaux sont depuis quelques années orientés vers le Nord et surtout vers la France. Depuis belle lurette, l'espace financier algérien transcende les frontières physiques de l'Algérie, les investissements extérieurs ne viendront qu'une fois la tendance des flux nets inversés.

Que peut attendre, par ailleurs, l'Algérie du GATT et du projet de Zones de libre-échange Euro-Maghrébine proposée comme la panacée à la crise ? Pour répondre à la question, un certain nombre d'observations préliminaires s'imposent :

1) comme on l'a vu précédemment, le marché même élargi à l'Europe, ne suffit pas ipso facto, à assurer l'émergence d'activités porteuses, source d'externalités de toute nature et de changement structurel de la division du travail, en raison des carences citées. Pis, l'élargissement du marché peut se traduire par la disparition de nombreuses activités économiques industrielles existantes. L'intégration commerciale entre

pays à niveaux de développement inégal - c'est le cas ici - génère des effets de polarisation marqués, effets qui creusent encore plus les disparités existantes entre les Etats-membres les plus riches et les Etats-membres les plus pauvres. Aussi, le projet de zone euro-maghrébine de libre-échange ne peut être recevable que s'il s'accompagne de mécanismes puissants de compensation des effets de polarisation évoqués. Dans le cas des pays méditerranéens de la rive Nord et notamment en Grèce, au Portugal, en Espagne, ou dans le cas des régions sinistrées ou du pays noir en Grande-Bretagne ou de l'Allemagne de l'Est, des volumes de financement colossaux, sont venus en renfort pour compenser le retard en termes d'infrastructures, d'activités économiques et de capital ; (2) le projet n'est, en second lieu, acceptable que s'il prévoit des dispositions de long terme et des mécanismes permettant à l'Algérie dans un cadre flexible, de promouvoir les activités porteuses susceptibles de réduire les disparités de revenu avec la rive Nord et de créer les emplois nécessaires pour les années à venir ;

2) d'une certaine façon, les questions posées par ce projet, sont les mêmes que celles de l'intégration maghrébine. Le traité de Marrakech, simple réplique de l'accord de Rome, postule fondamentalement que la simple ouverture des frontières des pays-membres, comportera les mêmes effets que ceux générés par le traité de Rome. C'est oublier que les écarts de revenu étaient en 1957 moindres entre les pays européens, que les échanges entre ces pays représentaient 25 % environ des échanges totaux et portaient sur des biens

industriels porteurs. Enfin, c'était oublié, qu'étaient concernées des économies mûres et non sous-développées bénéficiant par ailleurs, d'un revenu par tête conséquent face à un stock de connaissances, de capital et de technologies inexistants de l'autre côté. Le seul résultat de l'UMA, fut le Maghreb de la drogue et de la contrebande de biens salariaux, fortement subventionnés dans l'EP rentière qu'est l'Algérie. En l'absence de projets de développement porteurs, nécessairement sectoriels, la mise en commun de pauvretés existantes ne suffit pas à générer en soi le développement. Si l'UMA peut constituer une avancée au plan sécuritaire, elle reste dans le domaine de l'économie une utopie fautive pour les Etats-membres de ne voir en elle qu'un slogan ;

3) la nécessité d'une approche plus pragmatique, plus sélective et plus discriminée de l'intégration dans le cas algérien, peut être vérifiée également, à travers le défi que pose la nouvelle organisation du commerce et alors que l'Algérie est candidate à son accession. Les accords signés à Marrakech présentent comme caractéristiques majeures de substituer au contrôle aux frontières, le contrôle des politiques des Etats elles-mêmes. Que cela soit dans le domaine des « Trims » (mesures visant au contrôle des diverses dispositions concernant les subventions à l'investissement, aux exportations, à la promotion sélective des investissements, etc...), des services, ou de la propriété intellectuelle, les contraintes sont fortes pour les PMD aux premiers stades de développement qui se trouvent ainsi dans l'impossibilité de recourir aux instruments

de développement traditionnels qui ont en leur temps permis aux pays aujourd'hui industrialisés de se développer. Il est significatif que la demande des PED visant à moduler les normes de la propriété intellectuelle selon le stade de développement ait été rejeté. Si pour les PenD, nouvellement industrialisés, le coût du transfert accru de technologies par exemple, est compensé par l'accès aux technologies sophistiquées, ceci risque d'être moins vrai pour l'Algérie dans un premier stade, compte tenu du fait, que ce pays, exporte pour l'essentiel des hydrocarbures transformés sans problème majeur d'accès aux marchés, et que la production nationale s'essouffle dans maints domaines derrière la progression de la demande locale. Rappelons enfin que l'Algérie dispose de franchises importantes dans l'Union européenne pour certaines productions notamment industrielle. Le fait, enfin, que le pays est engagé pour l'heure dans un large processus de restructuration de son appareil productif rend, l'entrée au GATT dans l'immédiat contre-productif.

Si l'intégration au marché mondial - et plus particulièrement au marché européen - est à terme une nécessité indiscutable, une longue période de transition s'avère nécessaire pour préparer les hommes, les institutions et les structures aux exigences d'une insertion mondiale construite et non pas subie. La récente Crise Mexicaine a souligné amplement les difficultés que posent des zones de libre-échange entre partenaires inégaux en l'absence d'une convergence forte et rapide des productivités et des revenus, et donc de capacités scientifiques et technologiques appropriées ;

voire dans un Plan Marshal financier d'ailleurs des plus hypothétique dans les conditions d'aujourd'hui pour l'Algérie ou le Maghreb, le remède miracle est en tout cas pour l'Algérie, erroné, compte tenu des volumes considérables de recettes pétrolières dont ce pays a disposé au cours de trois décennies. S'il apparaît impératif que la dette algérienne soit réaménagée comme cela a été fait pour nombre de pays dont la Russie, la Pologne ou le Mexique, dans une optique purement économique, poser le problème de la Crise Algérienne en termes de « gap financier » voire « d'aide », aboutit à voir l'arbre et à cacher la forêt. La vraie question nous semble-t-il, est la suivante : pourquoi la locomotive européenne a été impuissante à ce jour, a entraîné dans son sillon les trois pays du Maghreb ? La réponse est claire, alors que les échanges et les structures productives de ces pays restent à beaucoup d'égard de type colonial, le Maghreb a été - ou s'est périphérisé - en termes de capacités scientifiques, technologiques et d'activités économiques et industrielles porteuses. Continuer dans ces conditions à poser le problème du développement de la région en termes d'importation de quelques volumes supplémentaires d'huile d'olive, d'agrumes ou de tomates, ou d'accroissement de protocoles financiers, modestes, par ailleurs, compte tenu des volumes de financement impliqués, c'est continuer la politique de l'autruche.

Chapitre III. - Quelle stratégie économique pour l'Algérie ?

a) Les carences du marché, obstacle au développement

Les réformes en cours combinée à la réduction brutale des termes de l'échange, risquent en minant le consensus sur l'ISI et en propulsant au premier plan la réforme commerciale, notamment censée éliminer les excès du régime d'industrialisation passé, aboutit à jeter le « bébé avec l'eau du bain ». L'industrialisation reste pourtant pour l'Algérie, une réalité incontournable, compte tenu de ce qui a été dit plus haut. Les politiques monétaire, commerciale et de change, doivent donc lui être subordonnées. Si donc l'industrialisation constitue le passage obligatoire du développement, la question n'est plus celle de savoir si le pays doit s'industrialiser ou non, mais les raisons qui militent en faveur de son encouragement. Dans le cas d'une économie en développement, appelée à s'ouvrir comme celle de l'Algérie, l'industrialisation se justifie de toute façon, suite au processus généralisé d'apprentissage et de transfert technologique par elle généré qui conditionne la réduction du désavantage initial des pays pauvres dans la production de produits manufacturés. Notre hypothèse ici, est que, comme le montre l'expérience des économies du Sud-Est Asiatique, l'intervention de l'Etat s'impose alors pour renforcer son rythme et en modifier la nature. Cette hypothèse se fonde non pas sur la base d'arguments à la Prébisch d'une politique pro-industrielle destinée à

protéger les économies périphériques des conséquences d'une détérioration inexorable des termes de l'échange, mais plutôt en raison des carences de marché évoquées plus haut. Plusieurs carences de marché peuvent être ainsi citées dans le cas algérien : les effets d'apprentissage, les marchés de capitaux et de produits, le marché du travail. Parmi les biens pour lesquels les marchés sont le plus imparfaits, citons ceux associés à la connaissance et à l'information, à beaucoup d'égards, la connaissance est un bien public, en pratique les firmes rencontrent de ce fait, de grandes difficultés à s'approprier leurs bénéfices. Le second exemple est fourni par l'effet d'apprentissage ou « learning by doing », certaines études récentes ont montré qu'une des différences clés entre les PenD et les PD résultait de cet effet d'apprentissage, ainsi que des difficultés de transfert de cet effet au-delà des frontières. Les PenD échouent le plus souvent à tirer parti de cet effet des pays développés, compte tenu de leur désavantage initial, et sont donc de ce fait, conduits à se spécialiser dans des technologies et des produits avec des effets d'apprentissage bien plus faibles. L'apprentissage lui-même, et le fait que l'apprentissage ainsi que la capacité d'apprentissage à apprendre soient localisés, soulignent le danger qu'il y a à poursuivre des politiques de myopie consistant à faire des seuls avantages comparatifs courants, les uniques critères d'allocation de ressources. Des pertes à court terme peuvent, en effet, se révéler être la condition d'avantages comparatifs dynamiques de long terme et d'une réelle compétitivité structurelle de l'économie. Notons, en outre, que les imperfec-

tions des marchés de capitaux peuvent constituer un handicap sérieux pour les pays pauvres dans la mobilisation des avantages liés aux effets d'apprentissage. Ceci est particulièrement vrai pour un pays comme l'Algérie appelé à reconstruire de fond en comble son système financier. Ce rôle crucial des effets d'apprentissage et plus généralement des politiques de recherche-développement, a été mise en évidence dans de nombreuses expériences comme celles de la Silicon-Valley ou de la route 121 aux Etats-Unis.

Ces quelques remarques succinctes, soulignent que le problème central du développement et plus particulièrement de l'industrialisation, est celui de l'acquisition de l'information concernant la technologie, les choix de production, les modes de production des biens sélectionnés et du mode d'acquisition de la technologie.

Une autre difficulté est que contrairement à l'hypothèse postulée, la connaissance ne se diffuse pas facilement et ce tout particulièrement vers les pays pauvres. La concentration des industries de haute technologie dans des localisations particulières telles que la Silicon-Valley ou Sophia Antipolis, par exemple, s'explique par le fait que de nombreux bénéfices découlent de la proximité physique avec les autres chercheurs. De nouvelles idées sont en permanence diffusées au sien de personnels qualifiés, personnels dont la mobilité géographique est restreinte ou parce que les firmes proches au plan local sont exposées aux produits de concurrents proches. Ainsi, des externalités technologiques nationales, régionales voire locales, peuvent se révéler cruciales dans la déter-

mination des avantages comparatifs, dynamiques. Ces effets de diffusion génèrent des processus cumulatifs consolidant chaque fois plus les avancées initiales, quelques soient les dotations relatives en facteurs d'un pays. De fait, l'accumulation de la connaissance scientifique et ses applications à la production dans le monde s'accélèrent, nationalisme et compétition nationale aidant. Le nationalisme, comme le montre Dore pousse ainsi la recherche-développement, à travers trois mécanismes : la course aux armements, les rivalités commerciales et le prestige. Ceci complique singulièrement la tâche du développement pour des pays comme l'Algérie, car le transfert de technologie et le processus d'acquisition des qualifications organisationnelles et d'ingénierie nécessaires à une industrie efficace deviennent plus complexe, plus longs et plus coûteux.

Dans le monde d'aujourd'hui, les échanges mondiaux ne résultent pas seulement de considérations monétaires, de « dévaluations compétitives », de baisse des revenus réels, mais pour une large part du retard des nations dans l'adoption de produits ou ne processus nouveaux ainsi que du renforcement de la capacité technologique à les produire ou à les utiliser. C'est cette supériorité technologique, alimentée par la connaissance en termes de production, de capacités d'entraînement, qui conditionne une insertion profitable dans le système commercial mondial et sûrement pas la seule ouverture mécanique des frontières, Thompson et Viscera ont ainsi montré que le leader mondial aujourd'hui est l'innovateur principal de produits et processus, c'est la capacité de ce dernier, qui

conditionne le rythme d'émergence de ces produits et processus sur la scène mondiale. Ce sont bien des rythmes de l'innovation technologique dans les pays leaders qui conditionnent en fin de compte les rythmes de croissance de l'économie et des échanges. Plus favorables sont les perspectives de diffusion technologiques aux autres pays, plus grandes seront les chances d'expansion des échanges et la réduction des barrières commerciales et vice versa lorsque les perspectives sont défavorables, les barrières commerciales se multiplient, imposant aux petites économies ouvertes - cas de l'Algérie - des ajustements douloureux. Dans ce contexte, prédominent alors les politiques commerciales dites stratégiques, politiques qui constituent une composante structurelle du système économique mondial ; et donc par là même une contrainte-clé à l'expansion des échanges des PenD.

Autre carence encore, les distorsions affectant les marchés de capitaux. En l'absence d'un environnement prudentiel et régulateur adéquat, le secteur financier est peu performant en Algérie en matière d'intermédiation financière et tout particulièrement pour ce qui concerne l'investissement à long terme dans les activités industrielles. Les entrepreneurs dépendent de financements internes d'origine familiale ou de réseaux clientélistes, ce qui limite grandement l'investissement et l'expansion des capacités de production et ce notamment dans l'industrie. Cette situation coexiste avec une autre situation caractérisée par les avoirs records des caisses d'épargne algériennes, avoir en quête d'opportunités profitables.

Les exemples ci-dessus de carence du marché, il y en a d'autres, notamment celle liées à l'information imparfaite et coûteuse et aux distorsions des marchés, permettent de comprendre pourquoi les PenD et notamment l'Algérie, présentent des différences de revenu importantes et croissantes avec les PD dont ceux de la rive Nord de la Méditerranée. Ils rendent compte de l'incapacité constatée de la locomotive Européenne a entraîné historiquement l'Algérie dans son sillon et soulignent la nature « étriquée » des stratégies de réforme mises en œuvre dans le cadre des accords passés avec le FMI. Ce qui est en effet en cause, ce n'est pas le retour en soi à la stabilité macro-économique - même si cette dernière constitue un préalable, ce ne sont pas seulement les différences en dotations de facteurs en statique, mais les différences fondamentales dans l'organisation de l'économie entre l'Algérie et ses partenaires, y compris le fonctionnement des marchés, mais également dans les institutions et les capacités scientifiques et technologiques. L'approche en cours en Algérie surestime l'importance des problèmes d'équilibre général et sous-estime le rôle crucial de la micro-gestion : recherches de niches par exemple. Le succès des projets de développement dépend d'une offre satisfaisante, de managers et de structures incitatives efficaces, tous problèmes liés aux imperfections des marchés de capitaux, de produits et du travail, mais également d'un environnement scientifique et technologique adéquat.

Ces carences amènent à s'interroger sur les divers types d'intervention de l'Etat

b) Algérie : un nouveau rôle pour l'Etat : surmonter les carences du marché et promouvoir la flexibilité

Les carences précédentes militent en faveur de l'intervention de l'Etat, notamment en matière de taxes et subventions venant compenser certaines externalités informationnelles via par exemple, la création de coopératives obligatoires pour surmonter les problèmes afférents de « free rider ». L'exemple de la Silicon-Valley et les très fortes externalités réalisées au sein de l'industrie et entre industries, souligne le rôle décisif des Etats en matière de commandes, de formation, de laboratoires de recherche-développement. Ceci fut également le cas au Penjab Indien où l'aide de l'Etat à l'agriculture et à l'industrie a été source d'importantes externalités, leur conférant un important avantage comparatif sur les marchés du reste de l'Inde.

L'existence d'importantes externalités substantielles, ignorées dans l'approche FMI, milite en faveur de politiques publiques actives au plan industriel et commercial et non pas en faveur de la réduction du rôle de l'Etat impliquée dans les programmes *standy-by*. De ce fait, les externalités ne sont jamais prises en compte dans l'allocation des ressources, d'où un *sous-investissement structurel dans les domaines porteurs sujets à un haut degré d'économies externes*, relativement aux domaines à potentiel d'externalités moindres. En ramenant à sa « plus juste dimension » le rôle de l'Etat en Algérie, l'approche néo-libérale risque de dangereusement accroître le sous-investissement déjà prononcée depuis 1986 dans l'économie,

comme en témoigne la sous-utilisation marquée des capacités de production - et de distordre l'investissement dans les activités porteuses à long terme au profit d'activités à court terme spéculatives. Un certain nombre d'indices existants laissent penser que ce processus est d'ores et déjà très fortement engagé avec le retrait d'un grand nombre d'entrepreneurs du secteur productif vers le secteur d'importation, (le processus de libéralisation des importations est en bonne voie) stimulé par l'octroi de concessions étrangères. Cette tendance ajoute ses effets négatifs à l'informalisation maffieuse croissante et à la « bazarisation » de l'économie. Or dans le cas de l'Algérie, l'impératif n'est pas la réduction du rôle de l'Etat, mais sa réforme pour en faire l'instrument : loin des lobbies - de la transformation structurelle et de la construction des avantages comparatifs dynamiques dans les activités industrielles sujettes aux externalités dynamiques. Il s'agit, comme le recommandent Pack et Westphal, à partir des expériences asiatiques, d'adopter pour l'Algérie une approche stratégique prévoyant un fort soutien sélectif à chaque industrie, ou activité particulière, dans le cadre d'une stratégie cohérente de l'industrialisation, stratégie qui traite les industries ciblées de façon différente de celles compétitives au plan international (Picking winners). L'objectif est alors d'édifier - sinon de reconstruire - des avantages comparatifs dans les premiers en utilisant l'avantage comparatif des seconds. Ces politiques non neutres ont été en Corée, par exemple, mises en œuvre dans un environnement *flexible* où les prix sur les marchés de capitaux et du travail reflétaient les raretés relatives

de facteurs. Les forces du marché sont alors utilisées pour favoriser l'allocation des ressources dans les industries compétitives au plan international (un biais étant édifié en faveur des exportations à travers la protection des importations assurées aux industriels, promues). En Corée, et à Taïwan, ces politiques sélectives ont permis une forte expansion des exportations compétitives pour une large gamme d'industries ainsi que des performances industrielles globales. Dans le cas de l'Algérie, l'analyse menée au début de cet ouvrage des performances réalisées par ce pays au cours des trois dernières décennies, montre que l'important complexe industriel édifié peut être source de très fortes externalités. Ceci suppose, cependant par exemple, un certain nombre de conditions : la réforme de l'Etat et sa transformation en instrument efficace et transparent du changement structurel, la flexibilité de l'économie, à travers d'importants ajustements institutionnels favorables à l'initiative et à la créativité, l'élimination des rentes et quasi-rentes importantes du système à travers la suppression des rigidités structurelles liées aux monopoles et aux barrières, la réforme du système éducatif et de formation de pair avec la création de réelles capacités scientifiques et technologiques et enfin, l'adoption de politiques sélectives et discriminées dans les domaines monétaire, financier, commercial et industriel en vue de privilégier, à travers des avantages comparatifs dynamiques une insertion équilibrée et bénéfique de l'Algérie dans l'économie mondiale.

c) Une nouvelle stratégie d'industrialisation

Très schématiquement, certains secteurs industriels apparaissent les candidats de choix, à une telle stratégie. Ainsi, la pétrochimie - et plus généralement la chimie lourde - pour lesquels, l'Algérie a déployé de gros efforts. Industrie des industries, la chimie a joué un rôle crucial dans l'industrialisation de pays comme le Brésil ou la Corée. Plus concrètement, la chimie de pair avec la fonte et l'acier, a assuré la transition en Corée d'un schéma d'industrialisation caractérisée par l'importation d'inputs entrants soit dans la production de biens de consommation pour le marché domestique (phase de la substitution d'importations dans les biens de consommation), à la fabrication d'inputs pour la production de biens intermédiaires et d'investissement. Dans ce nouveau schéma, la production domestique de biens de consommation finale augmente continuellement à un rythme très rapide, ayant tout d'abord été stimulée par la demande intérieure et ensuite par les exportations. Cette expansion rapide de la production de biens de consommation généra en Corée de forts effets de liaison amont dans la production d'inputs, toutes les fois qu'étaient atteintes les masses critiques nécessaires à leur production locale.

Comme dans le cas de l'acier, ce qui stimula l'expansion de l'industrie pétrochimique en Corée et en fit un secteur moteur de développement, fut l'expansion de la demande de biens intermédiaires et de biens capitaux résultant de l'expansion de la production de biens finaux. L'expansion de la demande to-

tale fut très rapide, soutenue par celle des exportations stimulée par l'ISI dans les domaines traditionnels.

L'industrie pétrochimique peut être divisée en trois processus : 1) le processus I, avec les bases fondamentales que sont l'éthylène, le propylène, le benzène, et le butadiène, produits à partir de la distillation ou du « cracking » du pétrole ; 2) le processus II caractérisé par la seconde vague de produits que constitue le polyéthylène à faible densité, le polyéthylène à haute densité, le polypropylène, l'acrylonitrile, le caprolactum, tous produits générés par la polymérisation ou la combinaison des bases pétrochimiques en 1 ; 3) le processus III comprend les produits générés à partir de ceux obtenus en II, sont les résines synthétiques, les fibres synthétiques, le caoutchouc synthétique, etc.

Dès le milieu des années 60, l'ISI progresse très vite, le poids des exportations augmente fortement. Le degré de dépendance envers les fibres synthétiques qui était de 94 % en 1966, a décliné à moins de 10 % en 1975, alors que le degré de dépendance envers les exportations atteignait 75 % en 1973. Les volumes d'importation ont baissé tant en termes relatifs qu'en termes absolus depuis 1973. La Corée a su également comprimer le temps entre les étapes du développement industriel, ramenant à moins de dix ans la transaction entre l'ISI et l'orientation exportatrice. Les fibres acryliques, les fibres polyesters et les nylons, constituèrent le gros de la production au départ. En 1975, le poids relatif des fibres et textiles synthétiques dans la production textile avait rapidement augmenté pour représenter 54 % de la consommation textile,

stimulant fortement les exportations de produits textiles à forte composante main-d'œuvre du pays. Une autre composante cruciale de l'industrie chimique fut l'industrie des *résines synthétiques*. Au cours des années 60, la forte progression de la demande locale dans les années 60, stimula fortement les importations, qui, à leur tour, stimulèrent une croissance encore plus poussée de la production locale ; le taux de dépendance envers les importations passait ainsi de 90,8 % en 1966 à 28,2 % en 1975. Parallèlement, là encore, les exportations progressaient rapidement dès 1968 à un taux moyen annuel de 41,4 %

Il est intéressant de noter que le développement de la pétrochimie dans un pays dépourvu de ressources naturelles, constituait une des priorités définies par le second plan quinquennal coréen sur la base des objectifs suivants : (1) priorité aux secteurs maximisant les rentrées de devises et qui peuvent être développées facilement en tant qu'industries d'exportation ; (2) priorité aux secteurs susceptibles de stimuler le développement d'autres industries et de maximiser l'emploi ; (3) priorité aux secteurs jetant les bases futures d'une économie autopropulsée. La même stratégie et les mêmes résultats ont été respectivement menés et obtenus dans le cadre de Taïwan où le secteur pétrochimique joua également un rôle moteur dans l'ISI et l'exportation comme cela a été montré par Chu. Les plastiques et les textiles synthétiques constituent encore un fer de lance des exportations de Taïwan aujourd'hui, malgré là encore, l'absence de matières premières locales pour cette industrie.

Il est cependant nécessaire de souligner que la création d'une industrie lourde axée sur la chimie et la pétrochimie, ne crée pas ipso facto une relation positive entre la politique macro-économique et le changement structurel. Les deux exemples de la Corée et de Taïwan montrent, en effet, que ce résultat suppose la mise en œuvre d'une politique industrielle compétitive axée sur le marché. En effet, une politique industrielle autarcique du type de celle menée par l'Algérie dans les années 70, eut pour conséquences négatives de prolonger abusivement la protection aux industries de base, donc de ralentir la maturation de ces industries et de négliger les secteurs existants à avantages comparatifs comme l'agriculture et l'industrie légère. D'où de fortes distorsions dans l'économie et les faibles performances observées du secteur des « tradables » (biens commercialisables). Les conséquences de ce type de politique ont été évoquées : taux de change surévalué, gaps devises et fiscal récurrents, inégalités croissantes des revenus, chômage et croissance économique erratique.

A l'inverse, comme le souligne Auty, une politique industrielle active, parfois qualifiée de « dualiste », *maintient simultanément la compétitivité des secteurs industriels établis tout en encourageant les secteurs à avantages comparatifs émergents*, comme dans le cas cité plus haut, la pétrochimie. Cette politique fournit un « package » d'informations sur les marchés, l'assistance à l'acquisition des technologies, des crédits bonifiés, des avantages fiscaux, des incitations commerciales aux nouveaux venus pour établir des industries naissantes. L'exigence posée est cependant que les

firmes parviennent rapidement à la maturité économique et technologique. La maturité économique suppose que les firmes puissent concourir au plan international sans subventions autres que celles requises pour compenser l'utilisation d'inputs à coûts élevés en provenance des secteurs industriels protégés. La maturité technique requiert que les firmes naissantes soient en mesure d'opérer les ajustements débouchant sur l'accroissement de la productivité des nouvelles unités installées. Ceci fut le cas en Corée et à Taïwan comme le montrent les études institutionnelles réalisées notamment par Amsden et Wade.

d) Industrialisation, services et emploi

Le rôle crucial de l'industrialisation dans la solution des problèmes du chômage à long terme est confirmé aujourd'hui par bon nombre d'études sur la base des relations intersectorielles existantes entre les secteurs manufacturiers et les services. Ainsi, Park et Chan ont-ils montré que la capacité d'emploi du secteur manufacturier dans les PenD a été très sérieusement sous-estimée par le gros de la littérature ; seul l'effet *direct* sur l'emploi étant considéré. Or, il existe des possibilités considérables d'accroissement de l'emploi de la part du secteur manufacturier avec la mise en œuvre de politiques industrielles plus rationnelles : suppression, par exemple des distorsions dans les prix des facteurs ou recours à des techniques de production exigeant une main-d'œuvre non qualifiée. Mais le plus important pour les deux auteurs, c'est le rôle

catalytique que l'industrie peut jouer en renforçant les opportunités d'emploi dans le secteur des services via la demande inter-industrie d'inputs services et la demande induite par le revenu pour divers types de services. C'est donc, sur cet effet indirect d'emploi, plutôt que sur l'effet direct du secteur manufacturier qu'il convient en Algérie de définir les futures stratégies d'emploi.

L'effet de liaison intersectoriel est double. Du côté de l'offre manufacturière, les services distributifs sont en volume, la source la plus importante d'inputs services pour le secteur manufacturier dans le processus de développement. Ces services distributifs diminuent avec le développement, *les services producteurs*² devenant plus importants avec la progression de l'industrialisation, c'est-à-dire, le changement structurel du secteur industriel. A mesure que les activités manufacturières deviennent plus exigeantes en qualifications et en technologies sophistiquées dans les étapes avancées de l'industrialisation, le besoin de services spécialisés dans le domaine de la production en appui aux activités manufacturières, s'accroît fortement. Vu du côté des services, tous les sous-secteurs des services à l'exception des services de production, dépendent du secteur manufacturier en tant que source d'input plus que l'inverse. Ceci signifie - et ceci est important pour l'Algérie - qu'une croissance durable du secteur des services et donc de l'emploi, est impossible sans le dé-

2. Les services de production sont la finance, la banque, le crédit, l'assurance, les services professionnels, l'ingénierie, l'architecture, la maintenance et la sécurité.

veloppement concomitant de l'industrie, puisque le secteur des services dépend crucialement des inputs manufacturiers pour une large part de ses besoins en inputs. Ainsi, selon Park et Chan, le secteur manufacturier générerait deux à trois plus de produit et d'emploi, que n'importe quel sous-secteur par dollar distribué de demande finale. Ces effets multiplicateurs du secteur manufacturier dépendent notamment de la forte densité relative des transactions inter-industries ainsi que des types de liaison amont et aval au sein et autour du secteur manufacturier. Les calculs effectués montrent que les valeurs du multiplicateur du secteur manufacturier sont positivement corrélées avec le degré d'industrialisation.

De fait, l'élasticité-revenu de la demande de services, est un élément-clé de toute stratégie de création d'emploi en Algérie, si les élasticités-revenu pour la plupart des services sont suffisamment élevés, le développement doit porter d'abord sur la maximisation de la croissance économique à partir d'une industrialisation rapide. Ensuite, outre la demande intermédiaire croissante de services spécialisés de production et de services distributifs, le revenu par tête croissant, doit générer une demande substantielle de services personnels et sociaux, conduisant par là même à une expansion rapide de l'emploi des services.

e) Nouvelles technologies, Post fordisme et Emploi

Les importants développements dans les domaines de la micro-électronique, de l'information et

des technologies organisationnelles, ont conduit à toute une série d'innovation qui paraissent devoir changer radicalement la nature de l'industrie manufacturière. La substitution croissante à la production de masse de systèmes manufacturiers flexibles basés sur les capacités d'engineering et de computérisation, permet aujourd'hui aux firmes de produire une plus large variété de biens en des délais raccourcis et pour des volumes moindres. Particulièrement important pour l'Algérie, sont les implications des nouvelles technologies pour ce qui concerne notamment les « échelles de production optimales ». A l'inverse du paradigme technologique de production de masse où les échelles croissantes étaient cruciales pour la réduction des coûts, la flexibilité des nouvelles technologies offre désormais de nouvelles opportunités permettant d'inverser la tendance en cours dans certains secteurs à la hausse des échelles de production, tout en permettant le passage d'une production à une autre. De ce fait, la dimension optimale des firmes baisse, ainsi que les barrières à l'entrée, avec l'introduction de ces techniques. Ce « descaling » comporte d'importantes conséquences pour l'industrialisation, l'emploi et le progrès régional ainsi que pour l'aménagement du territoire. En effet, ces nouvelles techniques (N.T.) renforcent l'efficacité des productions à petite échelle, réduisent les barrières à l'entrée et donc stimulent la compétition tout en facilitant l'établissement d'industries nationales là où antérieurement la taille du marché y faisait obstacle. Ces N.T. réduisent, par ailleurs, la période de maturation des industries naissantes en permettant la prise en compte des diverses formes

d'apprentissage associées à l'expérience et des externalités résultant de l'acquisition et de l'utilisation des connaissances. Elles permettent également comme le montre l'expérience des *Districts industriels*³, d'affronter avec succès la concurrence internationale. Enfin, elles ouvrent la voie à la mise en œuvre de nouveaux schémas d'industrialisation décentralisés fondés sur des petites unités de production localisées à l'extérieur des centres urbains. D'où des possibilités nouvelles de dégorgement des grands centres urbains en proie au chômage, au sous-emploi et à la violence. Du textile à Chypre, ou en Italie chez Benetton, du travail des métaux en Suède, de l'automobile au Japon, de la Chaussure et des bicyclettes en Europe, nombreuses sont aujourd'hui les réussites liées à l'introduction de ces N.T. Des études plus approfondies devraient pouvoir appréhender les divers domaines possibles d'introduction en Algérie de ces nouvelles formes d'organisation de la production dont les résultats en termes de création d'emplois, de développement régional et de compétitivité, notamment devraient être appréciables.

f) La Création de Capacités Scientifiques et Technologiques

Un certain nombre d'études réalisées au cours des deux dernières décennies, ont permis de mieux appré-

3. Voir par exemple les succès rencontrés dans ce domaine dans le Jutland périphérique au Danemark.

hender le rôle du progrès technique dans la croissance économique, les changements structurels que ces progrès requièrent et l'importance des processus dynamiques et notamment ceux liés à l'éducation et aux ressources humaines. La production de connaissances étant une activité économique à part entière, les politiques visant à renforcer leur production telles que celles de l'éducation, de la science, et de la technologie, constituent une composante cruciale des stratégies du changement structurel. De ce fait, l'expansion des ressources éducatives et humaines représentent une priorité nationale. Si l'offre de ressources financières est importante, diverses expériences montrent que le facteur décisif dans ce domaine, est le *système d'institutions* au sein duquel sont mises en œuvre ces politiques. Un large consensus politique et social peut également se révéler décisif pour leur succès, compte tenu des résultats forcément longs des effets éducatifs. Ceci s'applique particulièrement à l'Algérie, où malgré des investissements massifs réalisés dans ce domaine (25 % du budget en moyenne), la qualité de l'enseignement et ses effets d'entraînement sur l'économie et la société sont restées limitées. Il importe également d'institutionnaliser l'apprentissage sur la base de changements organisationnels adéquats, tout en articulant les institutions nationales de recherche et d'enseignement sur les sources internationales de connaissances, facteur crucial de la compétitivité internationale. Ceci est d'autant plus nécessaire qu'émergent de plus en plus des secteurs remplissant des fonctions spéciales dans le processus d'acquisition des connaissances, ces secteurs-clés jouent ainsi, selon

Rosenberg, un rôle central dans l'introduction, le développement et la diffusion des grandes technologies avancées. Ces secteurs spécialisés stimulent la croissance au sein des segments industriels bénéficiant des nouvelles technologies. Un bon exemple de ces secteurs spécialisés aujourd'hui, est fourni par celui de la technologie de l'information (T.I.) qui inclut les ordinateurs, les technologies de communication et le software associé. Aujourd'hui, la T.I. est appliquée dans des domaines aussi différents que la science, l'industrie, la finance ou le marketing. Dans chacun de ces domaines, la T.I. crée non seulement les potentiels d'efficacité croissante des opérations, mais modifie également le mode même de fonctionnement des affaires tout en jouant le rôle de catalyseur de changements de dimension incalculable ainsi que le soulignent, par exemple Mody et Dahlman. Plus concrètement, la T.I. réduit les coûts unitaires d'opération à travers la réduction du temps de transformation, de coûts de transaction et salariaux plus faibles. La tendance dans le monde à la hausse croissante de la composante information dans les activités économiques, se traduit par le recours croissant à la T.I. dans un nombre croissant d'activités. Il y a là assurément un défi à relever par l'Algérie, d'autant que ces nouvelles technologies se traduisent également par la réversibilité des avantages comparatifs au profit des pays industrialisés. Il y a donc lieu de mettre en place en Algérie les infrastructures spécifiques permettant l'émergence de ces secteurs spécialisés, de type de celles proposées par Teubal et Justman. Ce type d'infrastructures comprend le capital humain (y compris

les capacités, la recherche générique et le développement, ou la connaissance des technologies génériques telles que les biotechnologies), les infrastructures physiques, de commercialisation à l'exportation, les réseaux d'approvisionnement en matières premières et composants, les institutions financières spécialisées), les réseaux de firmes d'ingénierie, de laboratoires, d'instituts de recherches, de consultants en management, de Parcs de la science et de la technologie, et des firmes d'ingénierie high tech, etc. Développer ces infrastructures est crucial, car de ce développement, dépend le complexe d'industries permettant à l'économie algérienne de générer des avantages comparatifs structurels, clés de son insertion profitable dans la nouvelle division internationale du travail.

Conclusion

Le développement de l'Algérie est posé en permanence en seuls termes d'écart-ressource, on a vu qu'aucun plan Marshall, si important soit-il, n'est en mesure de solutionner les problèmes d'une économie qui a bénéficié et continuera de bénéficier à l'avenir d'une rente hydrocarbures importante. Une stratégie efficace de développement suppose un diagnostic économique correct de la situation algérienne, à défaut les remèdes proposés pourraient s'avérer pire que le

mal lui-même. Or, le diagnostic effectué ici, montre que la Crise Algérienne est de nature institutionnelle avant tout : la littérature existante dans ce domaine montre qu'il existe une interaction dynamique entre institutions et croissance économique, d'où le problème-clé de l'efficacité des institutions. La propension à adapter des institutions aux circonstances variables, change d'une société à l'autre. Pourquoi et comment, quels facteurs les affectent-elles ? De fait, le développement, c'est la croissance économique accompagné du changement institutionnel. Il est clair que les institutions affectent profondément la nature et le rythme de croissance de l'économie, ne seraient-ce qu'à travers les coûts de transaction et les possibilités de coordination (actions collectives). Le choix d'institutions politiques appropriées, de règles et de politiques, stimule la croissance. Elles affectent également la mobilité des ressources et les incitations à l'innovation et à l'accumulation, les anticipations, les normes sociales et les préférences. Or, l'analyse de l'évolution de l'Algérie des trente dernières années, souligne l'absence d'adéquation entre des efforts d'investissements considérables d'une part, et les institutions mises en œuvre : rigidité des modes de gestion de l'économie, des entreprises, des banques, des marchés de produits et du travail, des politiques macroéconomiques, des institutions d'enseignement et de recherche, des politiques d'instrumentalisation du religieux, de mobilité sociale et des politiques d'incitation à l'effort, etc. Il est clair que dans le cas algérien, la croissance a été - et est - fortement handicapée, sinon bloquée aujourd'hui - par la capacité réduite

existante à innover institutionnellement. Or, dans le domaine économique, certains ajustement institutionnels sont urgents, au-delà du cadre économique lui-même (flexibilité du système économique). Parmi ces ajustements urgents ici : (1) l'extension et la différenciation accrue des réseaux existants d'institutions publiques et privées de soutien à la diffusion des connaissances et à l'expansion des capacités technologiques. L'Etat, en liaison avec le secteur privé, doit prendre des initiatives en ce sens et aider à la création de ces institutions, à l'établissement de liens entre elles ainsi qu'avec les utilisateurs et les fournisseurs. De façon générale, la promotion des industries de haute technologie, seules à même de réduire les disparités de revenu entre les deux rives et la convergence des productivités, suppose l'émergence de nouveaux complexes d'institutions telles que des sociétés à capital mixte, combinant les capacités financières, technologiques, de commercialisation, et de management. Mais, c'est surtout dans le domaine de la finance, de la commercialisation à l'exportation et de l'acquisition des connaissances, que des institutions et des mécanismes nouveaux sont urgents. Il s'agit ni plus ni moins que d'édifier une infrastructure spécifique qui satisfasse aux besoins du changement structurel.

Au plan plus général, une politique industrielle compétitive et active, discriminée et sélective doit permettre tout à la fois d'éliminer les activités de recherche de rente, tout en promouvant une nouvelle division du travail, et en tirant parti des nombreuses externalités potentielles ainsi que des investissements considérables consentis dans le passé dans ce

domaine. Ceci est également la clé d'un traitement économique sérieux du chômage et de l'engorgement urbain, notamment à travers les nouvelles possibilités ouvertes par les N.T. C'est également la clé d'un accroissement des revenus, de l'amélioration de leur répartition et de l'expansion du marché local, expansion cruciale notamment pour le succès des politiques d'exportation. La relance de l'activité économique, le retour à une croissance saine et durable, la promotion d'institutions appropriées au changement structurel, apparaissent donc comme autant de préalables à toute solution de la crise algérienne. Dans ce contexte, la réforme de l'Etat algérien, dans le sens du vrai Etat-développementaliste, responsable des succès des économies asiatiques, constitue l'innovation institutionnelle-clé. Inutile de préciser que ces préalables « transcendent » les frontières politiques, et s'imposent à tous les acteurs politiques. Ils s'imposent tout d'abord à ceux qui bloquent le changement institutionnel en vue d'une plus grande flexibilité économique, au nom du maintien des intérêts acquis du système rentier, ils s'imposent également à ceux qui voient une sortie de crise dans la mise en œuvre de changements institutionnels, dont on peut s'interroger sur l'adéquation aux conditions du développement, la panacée à la crise actuelle. En tout état de cause, comme le souligne l'expérience des économies socialistes, la transition économique en Algérie dont certains indices laissent penser qu'elle serait bien partie, ne se révélera efficace que si elle s'accompagne des changements institutionnels adéquats. C'est dans ce domaine notamment que la contribution de l'Union européenne peut

s'avérer crucial, compte tenu de son potentiel scientifique et technologique considérable, tant est, qu'il ne saurait y avoir de coopération réelle durable sans réduction des disparités de revenu et convergence des productivités entre l'Algérie et ses principaux partenaires.

Abdelkader Sid Ahmed
chercheur ORSTOM associé à l'IREMAM

Bibliographie

- Acs Z., B. Audretsch et Carlsson B., « Flexibility, plant size and industrial restructuring » in Z.A.C. et D.B. Audretsch (eds), *The economics of small firms*, Kluwe, 1990, p. 141-54.
- Agosin M., « Réformes des politiques commerciales et performances économiques », *Tiers Monde*, n° 139, p. 409-21.
- Ahmad J., *Import substitution, trade and development*, J.A.I. Press, Greenwich, 1978.
- Akyuz Y., « Financial liberalization : the key issues » in Y. Akyuz et G. Held (eds), *Finance and the real economy*, Santiago ECCA/UNCTAD/United Nations, University/Winder 1993.
- Akyuz Yilmaz, « Libéralisation financière : mythes et réalités », *Tiers Monde*, n° 139, p. 521-37, 1994.
- Alam S., « The basic macroeconomic of oil economies », *The journal of development studies*, vol. 18, n° 2, jan. 1982, p. 265-17.
- Alcorta L., « The impact of new technologies on scale in manufacturing industries : issues and evidence », *World development*, vol. 22, n° 5, may 1994, p. 755-771.
- Amsden A., « A theory of government intervention in late industrialization » in L. Putterman et D. Rueschemeyer (eds), 1992, p. 53-84.
- Amuzegar J., « Oil wealth : a very mixed blessing », *Foreign affairs*, spring 1992, p. 814-35.
- Arndt H.N., « Marklets failure and under-development », *World development*, vol. 16, n° 2, p. 219-229, 1988.
- Auty R. et Evans D., *Trade and industrial policy for sustainable resource based development : policy, issues, achievements and prospects*, UNCTAD, Genève, mars 1994.
- Auty D., *Resource-based industrialization : sowing the oil in eight developing countries*, Oxford-Clarendon press, 1990.

- «, *Sustaining development in mineral economies : the resource curse thesis*, Londres, Routledge, 1993.
- «, « Emerging competitiveness of newly industrialising countries in heavy and chemical industry : affect of the product cycle and technological change, Miméo, Lancaster university, 1992.
- «, « Industrial policy reform in six large newly industrializing countries : the resource curse thesis », *World development*, vol. 22, n° 1, jan. 1994, p. 11-27.
- Bhagwati J., « Directly-unproductive, profit seeking (DUPJ) activities », *Journal of political economy*, october 1982.
- Boratav K., « Réformes de l'Etat et développement économique », *Tiers Monde*, n° 139, p. 613-43., 1994.
- Brander James A., « Shaping comparative advantage : trade policy industrial policy, and economic performance » in R.G. Lipsey et W. Dobson (eds), *Shaping comparative advantage policy study*, n° 2, Toronto, Howe Institute, 1987.
- Braun Bradley M. et Mc Home W., « Science parks as economic development policy : a case study approach », *Economic development quarterly*, vol. 6, n° 2, may 1992, p. 135-147.
- Chaudhry Kiren Aziz, « Labor remittances and oil economies », *International organisation*, winter, 1989, vol. 43, n° 1, p. 101-47.
- Chaudhuri Datta M., « Market failure and government failure », *Journal of economic perspectives*, vol. 4, n° 3, 1990, p. 25-41.
- Chu Wan-Wen, « Import substitution and export-led growth : a study of Taiwan's petrochemical industry », *World development*, vol. 22, n° 5, may 1994, p. 781-95.
- Conway P., « Windfalls in a socialist economy », in A. Gelb (ed), *Oil windfalls, blessing or curse ?*, Oxford university press, 1988.
- Corbo V. et Melo de J., « Lessons from the Southern cone policy reforms », *The world bank research observer*, vol. 2, n° 2, 1987.

- Corden W.W., « Booming sector and de-industrialisation in a small open economy », *Economic journal*, december 1982, p. 825-48.
- Costa P.D. Anthony, « Structural competitiveness and development in South Korea », *The journal of development studies*, vol. 31, n° 1, october 1994, p. 44-82.
- Courlet C. et Pecqueur B., « Local industrial systems and externalities : an essay in typology », *Entrepreneurship and regional development*, vol. 3, n° 4, 1991.
- Davis Ffrench R., Titelman D. et Ushoff A., « International competitiveness and the macroeconomics of capital account opening », *UNCTAD Review*, 1994, p. 107-123.
- Dodaro S., « Comparative advantage, trade and growth : export led growth revisited », *World development*, 19(9), 1991, p. 1153-65.
- Dore R., « Technology in a world of national frontiers », *World development*, vol. 17, n° 11, 1989, p. 1665-77.
- Dornbush R. et Edwards S., « Macroeconomic populism », *Journal of development economics*, vol. 32, n° 2, april 1990, p. 247-79.
- Ducatel K et Miles I., « Internationalization of information technology services and public policy implications », *World development*, vol. 20, n° 12, 1992, p. 1843-57.
- Fadil M.A., « The macro-behaviour of oil-rentier states in the arab region » in H. Beblawi et G. Luciani (eds), *The Rentier state*, Croom Helm, 1987, p. 83 à 108.
- Fanelli J.M. et Frenkel R., « Gradualisme, traitement de choc et périodisation », *Tiers Monde*, n° 139, p. 581-613, 1994.
- Field Gary, « Employment, income distribution and economic growth in small open economic », *Economic journal*, march 1984, p. 59-73.
- Freeman Ch., « Technology gaps, international trade and the problems of smaller and less developed economies » in Ch. Freeman et Bengt-Ake Ludvall (eds), *Small countries facing the technological revolution*, Pinter 1988, p. 67-84.

- Gelb A., Jefferson G.H. et Singh A., *Can communist economies transform incrementally ? The experience of China ?*, Banque mondiale, 1993.
- Ghorbel A., « La Méditerranée occidentale face au défi de la démographie et de l'emploi : l'exemple du cas tunisien » in J. Montabes, 1993, p. 21 à 42.
- Gibson H. et Tsakalotas E., « The scope and limits of financial liberalisation in developing countries : a critical survey », *The journal of development studies*, vol. 30, n° 3, avril 1994, p. 578-629.
- Grabowski R., « The success full developmental state where does it come from ? », *World development*, vol. 22, n° 3, p. 413-22, 1994.
- Grossman G.M. et Helpman E., « Endogenous innovation in the theory of growth », *The journal of economic perspectives*, vol. 8, n° 1, winter 1994, p. 23-45.
- « Comparative advantage and long run growth », *American economy review*, LXXX, september 1990, p. 796-815.
- Habday M., *Telecommunications in developing countries*, Londres, Roudledge, 1990.
- Hansen N., « Factories in Danish fields : how high-wage, flexible production has succeeded in peripheral Jutland », *International regional science review*, vol. 14, n° 2, 1991.
- Hirschman A.O., « The political economy of import substituting industrialisation in Latin America », *Journal of political economy*, vol. 82, p. 2 à 32.
- James J. et Bhalla A., *Microelectronics, flexible specialisation and small scale industrialisation in the third world*, *World employment programme Miméo*, Genève ILO 1991.
- Jazayeri A., *Economic adjustment in oil-based economies*, avebury, 1988.
- Johnson C., « Political institutions and economic performance : the government, business relationship in Japan, South Korea and Taiwan » in E.C. Deyo (ed), *The political economy of the new Asian industrialism*, Ithaca, N.Y. Cornell universitypress, 1987.

- Kang Chen et Singh I., « Lessons from china economics reform », *Journal of comparative economics*, 16, 1992, p. 201-225.
- Justman M. et Teubal M., « Structuralist perspective on the role of the technology in economic growth and development », *World development*, vol. 19, n° 9, p. 1167-1183, 1991.
- Kaplinsky R., « From mass production to flexible specialization : a case study of microeconomic change in a semi industrialized economy », *World development*, vol. 22, n° 3, mars 1994, p. 337-55.
- «, *Microelectronic and employment revisited*, ILO, Genève, 1990.
- «, « From mass production to flexible specialization : a case study of microeconomic change in a semi-industrialized economy », *World development*, vol. 22, n° 3, mars 1994, p. 337-355.
- «, « *Easternisation* », *the spread of Japanese management techniques to developing countries*, Londres, Frank Cass, 1994.
- Kornai J., *The road to a free economy*, W.W. Norton company, New York, 1990.
- Kraemer K.L. et Dedrick J., *World development*, vol. 22, n° 12, dec. 1994, p. 1921-33.
- Krugman Paul, « Financing VS forgiving a debt overhang », *Journal of development economics*, vol. 29, n° 2, novembre 1988, p. 253-69.
- Lall S., « Industrial policy : the role of government in promoting industrial and technological development », *UNCTAD Review*, 1994, p. 65 à 89.
- «, « Technological capabilities and industrialization », *World development*, vol. 20, n° 2, feb. 1992, p. 165-87.
- Leftwich Adrian, « Bringing politics back In : Towards a model of the developmental state », *The journal of development studies*, vol. 31, n° 3, feb. 1995, p. 400 à 427.
- Lewis S.R., « Development problems of the mineral rich countries » in *Economic structure and performance : essays in honor of the H.B. Chenery* eds M. Syrquin et autres, New York Academic press, 1984.

- Looney R., « Oil revenues and viable development : impact of the Dutch disease on Saudi Arabian diversification efforts », *Arab-American affairs*, 1988/89, p. 29-36.
- Lucas R., « Why does not capital flow from rich to poor countries », *American economic review*, vol. 10, n° 1, 1990.
- Luciani G., « Allocation VS production states : a theoretical framework » in G. Luciani (ed), *The Rentier state*, Crom Helm, 1987, Londres, p. 65-84.
- Mansfield E., « Capabilities and international trade », *International organization*, vol. 46, n° 3, summer 1992, p. 731-764.
- Markowski S. et Jubb C., « The impact of microelectronics on scale in manufacturing industry », *Australian journal of management*, vol. 14, n° 2, déc. 1989, p. 171-210.
- Mathews R.C.O., « The economics of institutions and the sources of growth », *Economic journal*, vol. 96, dec. 1986, p. 903-18.
- Mc Millan J. et Naughton B., « How to reform a planned economy : lessons from China », *Oxford review of economic policy*, vol. 8, n° 1, 1992, p. 130-143.
- Milgrom P. et Roberts J., « The economics of modern manufacturing technology, strategy and organization », *The american economic review*, vol. 80, n° 3, june 1990, p. 511-28.
- Morroni M., « Production flexibility » in G. Hodgson et E. Screpanti (eds), *Rethinking economics*, Aldershod, 1991, p. 68-80.
- Murphy K., Schlerfer K. et Vishing R., « The transition to a market economy : Pitfalls of partial reform », *Quarterly journal of economics*, 57(3), p. 889-906, 1992.
- North D., *Institutions institutional change and economic performance*, Cambridge university press, 1990, ch. 9
- Nugent et Nabli, « The new institutional economics and its applicability to development », *World development*, vol. 17, n° 9, septembre 1989, p. 1333-49.
- Ourabah M., *Les transformations économiques de l'Algérie au XX^e anniversaire de l'indépendance*, Publisud, Paris, 1982.

- Pack H. et Westphal L., « Industrial strategy and technological change », *Journal of development economics*, vol. 22, 1986, p. 87-128.
- Park S.H. et Chan K.S., « Accross country input-output analysis of intersectoral relationships between manufacturing and services and their employment implications », *World development*, vol. 17, n° 2, feb. 1989, p. 199-213.
- Perez C., « Microelectronics, long waves and wold structural change : new perspectives for developing countries », *World development*, vol. 13, n° 3, 1985, p. 441-63.
- Porter M.E., *The competitive advantage of nations*, The Mc Millan press, 1990.
- Ranis G., « The role of institutions in transition growth : the East Asian newly industrializing countries », *World development*, vol. 17, n° 9, 1989, p. 1443-53.
- «, « Science and technology policy : lessons from Japan and the East Asian NICs » in R. Everson et G. Ranis (eds), *Science and technology : lessons for development policy*, Boulder Ca. wesview press, 1990, p. 157-178.
- Rodrick Dan, « Closing the productivity gap : does trade liberalization really help ? », in G.K. Helleiner, *Trade policy industrialization and development : new perspectives* <M%>, Oxford university press, 1992.
- «, « Conceptual issues in the design of trade policy for industrialization », *World development*, vol. 20, n° 3, march 1992, p. 309-21.
- Roemer M., « Resources based industrialization in the developing countries », *Journal of development economics*, vol. 6, n° 2, june 1979, p. 163-202.
- «, « Growth based on increasing returns due to specialization », *American economic review*, 77, 1987, p. 56-62.
- Seers D., «T he mechanism of an open petroleum compagny », *Social and economic studies*, vol. 13, n° 2, 1964, p. 233-43.
- Schmitz H. et Musyck B., « Industrial districts in europe : Policy lessons for developing countries ? », *World development*, vol. 22, n° 6, june 1994, p. 889-911.

- Selowsky M., « Le processus de réforme », *Finances-développement*, juin 1990, vol. 27, n° 2, p. 28-32.
- Sid Ahmed, « Du Dutch disease à l'OPEP disease : quelques considérations théoriques autour de l'industrialisation dans les pays exportateurs de pétrole », *Tiers Monde*, t. XXVIII, n° 112, oct.-déc. 1987, p. 889-908.
- « *Economies de l'industrialisation à partir des ressources naturelles (IBR)*, t.1 : *Faits, pratiques et théories*, t.2 : Le cas particulier des économies pétrolières, Paris, Publisud, 1989.
- « *Emploi et croissance au Maghreb : bilan et perspectives des ressources humaines en Méditerranée occidentale : l'emploi* » in Juan Montabés et autres (eds), *Explosion demografica, empleo y trabaja dores emigrantes en el Mediterraneo occidental*, Universidad de Granada, 1993, p. 231-283.
- « *La crise des économies maghrébines : les politiques redistributives en question* », *Tiers Monde*, t. XXXIV, n° 135, juillet-septembre 1993, p. 565-82.
- « *Les relations économiques entre l'Europe et le Maghreb* », *Tiers Monde*, n° 136, oct.-déc. 1993, p. 759-79.
- « avec Reynaud C (eds), *L'avenir de l'Europe méditerranéen*, Paris, Publisud, 1991.
- « *Economie politique de la transition au Maghreb : l'industrialisation révisitée* », les limites du modèle FMI/Banque mondiale, « Pour une stratégie du changement structurel » à paraître dans J.-F. Daguzan (ed), *Méditerranée : nouveaux défis, nouveaux risques*, Paris, Publisud, 1995, 62 pages.
- Singh A., « *Concurrence dirigée et efficacité dynamique en Asie : Japon, Corée du Sud, Taïwan* », *Tiers Monde*, n° 139, juillet-septembre 1994, p. 643-59.
- « *Du plan au marché : la réforme maîtrisée en Chine* », *Tiers Monde*, n° 139, p. 659-85.
- « *Openess and the market friendly approach to development learning the right lessons from development experience* », *World development*, vol. 22, n° 12, dec. 1994, p. 1811-25.
- Soete I., *World development*, vol. 13, n° 3, march 1985, p. 409-22.

- Solimano, «The post socialist transitions in comparative perspective, policy issues and recent experience », *World development*, vol. 21, n° 11, novembre 1993, p. 1923-37.
- Stein H., *World development*, vol. 20, n° 1, janvier 1992.
- «, « Theories of institutions and economic reform in Africa », *World development*, vol. 22, n° 12, dec. 1994, p. 1833-51.
- Stevens P., *The impact of oil on the role of the state in economic development : a case study of the arab world*, Surrey energy economic centre. Discussion paper n° 29, University of Surrey, mai 1986.
- Stewart F. et Ghani E., « How significant are externalities for development », *World development*, vol. 19, n° 6, june 1991, p. 569-95.
- Svajnar Jan, « Microeconomic issues in the transition to a market economy », *Journal of economic perspectives*, vol. 5, n° 4, p. 123-38, feb. 1991.
- Takashi H. et Amsden A., « Staying bekind, stumbling back sneaking up, soaring ahead : Late industrialization in historical perspective » in W. Baumol, R. Nelson et E. Wolff (eds), *International convergence of productivity with some examples from history*, Oxford university press, 1994.
- Taylor L., « The rocky road to reform : trade industrial, financial and agricultural strategies », *World development*, vol. 21, n° 4, april 1993, p. 577-91.
- Temmar H., *Stratégie de développement indépendant : le cas de l'Algérie*, Paris, Publisud, 1983.
- Thompson W. et Vescera L., « Growth waves, systemic openness and protectionism », *International organization*, spring 1992, vol. 46, n° 2, p. 493-532.
- Tidrick M., « Wage spill-over and unemployment in a wage-gap economy : the Jamaican case », *Economic development and cultural change*, 23, n° 2, 1975, p. 306-24.
- Tussie Diane, « The Uruguay round and the trading system in the balance, dilemmas for developing countries » in N. Agosin et D. Tussie, 1993, p. 91 à 121.

- Tybout James, « Linking trade and productivity : new research directions », *World bank economic review*, may 1992, 6(2), p. 189-211.
- Wade R., *Governing the market : economic theory and the role of government in East Asian industrialisation*, Princeton university press, 1990.
- Walle Van de N., « Privatization in developing countries : a review of the issues », *World development*, vol. 17/5, 1989.
- Watanabe Toshio, « Heavy and chemical industrialization and economic development in the republic of Korea », *The developing economies*, vol. XVI,, decembre 1978, n° 4, p. 385-407.
- Waterbury J. et Richards A., *A political economy of the Middle east-state, class and economic development*, Westview press, Boulder, 1990.
- Westphal L.E., « Industrial policy in an export-propelled economy : lessons from South Korea's experience », *Economic perspectives*, 1990, Summer.
- Williamson John (ed), « What Washington means by policy reform » in Williamson (ed) *Latin America adjustment How much was happened ?*, Washington D.C. 1990, Institute for international economics.

Annexe I

Algérie : 1992¹, Développement humain et autres indicateurs

		Tous les pays en développement	Pays industrialisés	Monde
Espérance de vie à la naissance	65,6	63,0	74,5	65,6
Population ayant accès				
1) aux services de santé (%) 1985-91	90	81	70	56
2) à l'eau potable	70	-	-	-
3) à l'assainissement	60	-	-	-
Apports journaliers de calories (en % des besoins 1988-90)	118	-	-	-
Taux d'alphabétisation des adultes	61	-	-	-
Taux de scolarisation à tous les niveaux (6 à 23 ans) 1990	60	46	79	49
Circulation de journaux quotidiens (pour 100 habitants en 1990)	5,1	4,4	30,3	9,2
Récepteurs TV (pour 100 habitants 1990)	7,4	5,5	54,4	147
PNB par habitants (\$ US 1991)	1 990	880	14 920	4 160
Population au-dessous du seuil de pauvreté 1992	5,9	-	-	-
Femmes analphabètes (plus de 15 ans)	3,7	-	-	-
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances)				
1960	168	149	35	128
1992	62	69	13	60
Taux de diplômés de l'enseignement supérieur (% par rapport au groupe d'âge contemporain 1987-90)	2,2	1,2	19,2	3,8
Diplômés en sciences par rapport au total des diplômés (%) 1988-90	42	28	24	24
Téléphones 1990-92	9	12	100	-
Population par médecin 1990	2 330	6 670	390	5 260
Dépenses totales de santé (en % du PIB)	1 990	7,0	4,2	9,4
Coefficient de dépendance alimentaire 1988-90	76,8	6,7	-	-
Titres de livres publiés (pour 100 000 habitants) 1988-91	1,9	5,2	74,4	15,1

1. Sauf indications contraires.

Annexe I

Algérie : 1992¹, Développement humain et autres indicateurs (suite)

		Tous les pays en développement	Pays industrialisés	Monde
Bureaux de poste (100 000 habitants) 1991	10,6	-	-	-
Voitures particulières (100 habitants) 1989-90	4,6	3,1	50,1	15,4
Main-d'œuvre féminine en % de la main-d'œuvre totale 1990-92	4	35	43	37
Population (en m) 1992	26,4	-	-	2 000
Superficie (en 1 000 km ²)	2,380	-	-	-
Superficie de terres arables (en % de la superficie immergée)	3,0	9,8	12,9	10,7
Ressources en eau intérieures renouvelables par habitant (en 1 000 m ³ /an) 1990	0,7	6,8	9,7	7,3
Consommation d'eau douce annuelle par habitant (en m ³ 1980-89)	160	520	1 200	650
Superficie de terres irriguées (en % de la superficie arable 1987-90)	5	22	9	18
Consommation d'énergie commerciale par habitant (en kg d'équivalent pétrole 1991)	1 960	550	4 840	1 350
Taux de croissance annuelle (en %) par habitant				
a) 1965-80	42	2,9	2,5	2,4
b) 1980-91	-0,7	3,6	2,1	3,3
Taux annuel d'inflation moyen (en %) 1980-91	10,1	71,0	4,9	15,7

Annexe II
Algérie : Agrégats des comptes nationaux 1991
Consommation

	PIB total (milliards de \$ US)	Produit agricole (en % du PIB)	Produit industriel (en % du PIB)	Production du secteur tertiaire (en % du PIB)	Des ménages (en % du PIB)	Du secteur public (en % du PIB)	Investissement intérieur brut (en % du PIB)	Epargne intérieure brute (en % du PIB)	Recettes fiscales (en % du PIB)	Dépenses du gouvernement (en % du PIB)	Exportations (en % du PIB)	Importations (en % du PIB)
	1991	1991	1991	1991	1991	1991	1991	1991	1991	1991	1991	1991
Algérie	32,7	14	50	36	48	16	30	36	-	-	36	24
Pays en développement	3 100 T	17	36	47	65	11	26	25	16	24	21	2,4
Pays industrialisés	17 100 T	4	37	59	61	17	22	22	24	30	15	1,6
Monde	20 100 T	7	37	56	61	16	23	23	23	29	16	17

Source : Banque mondiale, Rapport 1994.

Annexe III

Algérie : Indicateurs flux de ressources 1991

	Dette extérieure totale		Service de la dette (en % des exportations de biens et services)		Rapport exportation-importation (en % des importations)	Coefficient de dépendance exportation + importation (en % du PIB)	Indice des termes de l'échange 1987 = 100	Envois de fonds nets des travailleurs de l'étranger (en % du PIB)	Réserves internationales brutes un mois de couverture des importations	Solde des transactions courantes (en millions de \$ US)
	en milliards de \$ US 1991	en % du PNB 1991	1970	1991	1991	1991	1991	1991	1991	1991
Algérie	28,6	70	4,0	73,7	153	60	95	0,5	3,5	2 560
Pays en développement	1 168 T	40	13,3	21,3	90	45	99	0,2	4,3	9 030 T
Pays industrialisés	-	-	-	-	96	30	101	-	2,7	310 T
Monde	-	-	-	-	91	32	100	-	4,2	9 340 T

Source : Banque mondiale, Rapport 1994.

Annexe IV

Algérie : Structure des importations et des exportations par principales régions d'origine

	Valeur	Pays développés à économie de marché						Pays d'Europe orientale	Pays socialistes d'Asie	Pays et territoires en développement					
		Total	Europe		USA et Canada	Japon	Autres			Total	dont	Amérique	Afrique	Asie orientale	Asie du Sud et Sud-Est
Importation/ (en millions de dollars)		Total	Europe												
			Total	CEE											
a) 1970	1 257	86,4	76,0	72,6	9,3	1,1	-	5,3	1,0	7,2	0,1	3,0	3,0	0,6	0,4
b) 1991	7 683,3	86,0	66,7	61,8	12,5	4,8	1,9	2,1	0,2	11,7	1,1	2,7	3,0	2,9	1,8
Exportation															
a) 1970	1 009	84,0	82,9	81,0	0,8	0,3	-	7,7	0,9	7,4	0,3	2,9	3,8	0,3	0,1
b) 1991	1 1790	92,1	74,1	71,3	17,3	0,7	-	1,4	-	6,4	0,7	2,4	1,8	1,4	0,4

Source : Manuel des statistiques du commerce 1993, Genève, 1994.

2. 1991.

Annexe V

Algérie : Structure des exportations et des importations par principales catégories et certains groupes de produits

Rubriques	Par principales catégories de produits exportés (en pourcentage)									Certains groupes de produits (en pourcentage)								
	Produits alimentaires	Matières premières d'origine agricole	Combustibles	Minerais et métaux	Produits manufacturés	Produits chimiques	Articles manufacturés	Machines et matériel de transport	Non distribués	Céréales	Engrais bruts et manufacturés	Pétrole brut	Produits pétrochimique	Produits médicaux et pharmaceutiques	Fibres, textiles, files, tissus et vêtements	Métaux et articles manufacturés	Machines	Matériel de transport
Exportation ¹																		
a) 1970		20,0	0,5	70,2	2,5	6,7	0,7	4,4	1,6	-0,4	0,5	66,0	1,3	-	0,7	2,6	0,5	1,1
b) 1991		0,5	-	96,9	0,5	2,2	0,7	0,9	0,7	-	0,3	42,9	19,9	-	0,2	0,6	0,6	0,1
Importation ²																		
a) 1970	12,7	3,8	2,1	1,9	79,3	8,3	33,9	37,1	0,1	2,4	0,5	-	0,9	3,0	7,6	18,7	28,7	8,6
b) 1991	28,5	2,9	1,4	2,2	64,9	10,7	23,5	30,7	0,1	8,9	0,2	-	0,8	5,1	2,7	13,9	24,7	4,9

Source : Manuel des statistiques du commerce 1993, Genève, 1994.

1. 1991.
2. 1992.

DANS LA COLLECTION COURANTS UNIVERSELS

Parus :

a) SÉRIE RELIGIONS ET SOCIÉTÉS

Les Chiites, Louis Perillier.

Les Druzes, Louis Perillier.

Le Bouddhisme, Teisen Perusat Stork.

Le Zen, Teisen Perusat Stork.

Terre Pure - Secte bouddhique, Teisen Perusat Stork.

Les Juifs, tomes I et II, Pierre Weiss.

Introduction à l'Islam, Lucien Ferré.

Religions minoritaires et cultes marginaux de l'Inde, Janine Reigner.

Sectes et cultes aux États-Unis dans les années 70, Marie-Claude Ernst.

La pensée de l'Égypte antique, Jean Fallot.

Les Kharidjites, Nabhani Koribaa.

Le Protestantisme, André Gounelle.

Les coptes d'Égypte, Edris Abdel Sayed.

La Franc-Maçonnerie, Roland Clément.

Les Sounnites, Nabhani Koribaa

Les philosophes de l'humanité, Nabhani Koribaa

b) SÉRIE HISTOIRE

Le Jansénisme, Françoise Hildesheimer.

L'assistance hospitalière, Françoise Hildesheimer.

L'adoption, Jean-Pierre Gutton.

La Censure, Maxime Dury

A paraître :

L'histoire de la noblesse, Paul Blanc.

La seigneurie des origines à la Révolution, Alain Devaux.

c) SÉRIE DROIT, SCIENCES POLITIQUES

Parus :

L'urbanisme : des outils pour aménager la France, Pierre Tronchon.

Les Outils de l'aménagement, Pierre Tronchon.

La Nouvelle Allemagne, Daniel Colard.

Le système communautaire Européen, Jean-Luc Albert.

Le Marché unique, Christian Hen.

d) SÉRIE DÉCOUVERTE

L'Aventure d'Abou Simbel, Ch. Paul-Loubière.

e) SÉRIE MUSIQUE

De l'Universel en Musique : fugues et variations d'un savoir, Gilles Boudinet.

f) SÉRIE ÉCONOMIE

A paraître :

Globalisation et Exclusion, Celso Furtado.

g) SÉRIE SPIRITUALITÉ

La Mère et la Spiritualité : la vérité confisquée, la voie retrouvée, Gwenaël Verez.

Table des matières

Préface	5
Avant-propos.....	7
Introduction	29
Chapitre I - L'héritage	31
Chapitre II - Limites des stratégies du FMI, de l'Union européenne et du GATT	40
Chapitre III - Quelle stratégie économique pour l'Algérie ?.....	54
<i>a) Les carences du marché, obstacle au développement</i>	<i>54</i>
<i>b) Algérie : un nouveau rôle pour l'Etat : surmonter les carences du marché et promouvoir la flexibilité</i>	<i>60</i>
<i>c) Une nouvelle stratégie d'industrialisation</i>	<i>63</i>
<i>d) Industrialisation, services et emploi</i>	<i>67</i>
<i>e) Nouvelles technologies, Post fordisme et Emploi.....</i>	<i>69</i>
<i>f) La Création de Capacités Scientifiques et Technologiques</i>	<i>71</i>
Conclusion	74
Bibliographie	79
Tableaux.....	89
Table des matières.....	96

CET OUVRAGE A ÉTÉ ACHÉVÉ
D'IMPRIMER EN JUIN 1995
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
DE L'INDÉPENDANT - CHÂTEAU-GONTIER
DÉPÔT LÉGAL : 2^e TRIMESTRE 1995

Collection : Courants Universels

Série Economie

Alors que la conférence des ministres des affaires étrangères de l'Union Européenne et des autres pays du pourtour de la méditerranée s'apprentent à Barcelone à discuter d'une nouvelle formule de partenariat Euro-Méditerranéen susceptible de faire de la Méditerranée une zone de « coprosperité partagée », il a paru utile de s'interroger sur ce que pourrait être, dans l'ordre international émergent, le contenu réel d'un tel partenariat.

Cet essai esquisse dans cette optique les grandes lignes d'un Projet, de pair avec une vision du développement à long terme, au-delà du simple retour aux grands équilibres, des propositions concrètes concernant les contributions possibles de l'Union Européenne à un tel Projet. Ces propositions partent de l'observation capitale suivante : la Communauté Économique Européenne n'a pas joué le rôle attendu de locomotive de croissance pour les pays de la rive Sud au cours des trois dernières décennies.

De ce fait, mais également pour des raisons d'ordre interne – les différences de revenu et de productivité se sont accrues entre les deux rives – générant une instabilité économique, politique et sociale, qui menace d'ores et déjà la stabilité de la zone. C'est dire que le schéma de coopération mis en œuvre jusqu'ici a fait long feu. Dans un monde où l'insertion économiquement équilibrée dans l'économie mondiale, repose sur les potentiels scientifiques et de production de connaissance, la rive sud est condamnée à la marginalisation croissante à tous égards. Ce n'est donc plus en termes de seuls ressources financières ou de libre échange commercial qu'il faut parler, mais en termes de développement et plus concrètement dans ce cas, d'émergence d'économies structurellement compétitives. Les maîtres-mot deviennent alors dans le nouveau schéma de coopération : aide au changement structurel et aide au changement institutionnel.



Abdelkader Sid Ahmed est chercheur à l'ORSTOM, associé actuellement à l'IREMAM et enseignant à l'IEDES-Université Paris-Panthéon Sorbonne. Cet essai a été rédigé dans le cadre du Programme Institutions et Développement de l'U.R. Savoirs et Pouvoirs, du Département S.U.D. de l'ORSTOM et du Programme IREMAM sur les transitions économiques au Maghreb.

ÉDITIONS PUBLISUD
15, rue des Cinq-Diamants
75013 Paris
Tél. : 45 80 78 50
Fax : 45 89 94 15



ISBN : 2-86600-749-2
ISSN : 0298-2153
Prix : 128 F